

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

UNE INTERVIEW AU LIBERTAIRE

JOAQUIN ASCASO

Ancien Président du Conseil d'Aragon

nous parle :

Un des meilleurs militants internationaux de l'anarchisme, qui se trouve en Espagne depuis le début des événements, a rencontré récemment notre ami Joaquin Ascaso à Barcelone. Pour le Libertaire, il a reçu les vues et impressions de Joaquin et a réussi à nous les faire parvenir. Nous les publions sous le pseudonyme de Saïda.

Dans le cours du mois de mars dernier, dans le bureau de Aurelio Fernandez, au secrétariat de la défunte « Junta de Seguridad Interior », j'avais le plaisir de faire la connaissance de Joaquin Ascaso, président du Conseil de Défense d'Aragon.

On m'avait parlé de lui dans les termes les plus sympathiques. Les camarades internationaux qui avaient eu affaire avec lui en étaient littéralement enthousiasmés. En effet, c'était grâce à sa farouche énergie et à ses dons de véritable réalisateur que le communisme libertaire avait pu s'imposer pour la première fois, comme une vivante réalité.

Mais ce qui frappait le plus en lui, c'était sa modestie. Jamais je ne l'avais entendu prononcer le mot « moi » et il tenait toujours à préciser que ce qui avait été fait en Aragon était dû à la bonne volonté de tous.

Quoi qu'il en soit, cette bonne volonté avait réalisé de si grandes choses, elle avait si fortement montré la puissance des capa-

cités constructives du communisme libertaire que la contre-révolution aux abois devait en décider la liquidation. A cette fin tous les moyens, surtout les plus sales, furent employés.

Comme les lecteurs du « Libertaire » le savent, le Conseil d'Aragon a été dissous et notre camarade, sous la plus ignoble des inculpations, fut arrêté. Peut-être lui auraient-ils joué un mauvais tour, heureusement pour lui la C.N.T. et la F.A.I. sont encore de trop gros morceaux à avaler et on a dû, un bon gré mal gré, lâcher prise et le remettre en liberté.

Aussitôt, ayant de retourner en Aragon pour tâcher de réorganiser ce que les autres dans leur haine contre-révolutionnaire voulaient détruire, il est venu passer quelques jours à Barcelone. C'est donc là que par un heureux hasard j'ai eu la joie de lui serrer la main.

Je venais de recevoir le « Libertaire » que j'avais établi sur ma table de travail et ses regards y furent attirés.

Tiens, dit-il, le « Lib ». Si tu écris aux copains de là-bas tu les remercieras beaucoup de ma part pour la fraternelle campagne qu'ils ont menée en ma faveur ainsi que pour les gentilles choses qu'ils ont écrites sur les réalisations du Conseil d'Aragon. Quand on n'entend que de la calomnie et de l'ingratitude autour de soi cela fait plaisir. A propos, pour leur prouver combien j'ai été sensible, je viens de leur adresser un télégramme (1).

C'est très bien de ta part, mais si tu m'accordais, justement une interview pour le « Libertaire ».

— Oh ! rit-il en riant, je ne suis plus grand' chose maintenant, ce ne vaut pas la peine.

LES SOCIALISATIONS CORRESPONDENT AU VŒU PROFOND DU PEUPLE D'ARAGON

— Au contraire. Tu viens à l'instant de me parler de calomnie, or, à l'étranger, on a lancé de tous les calibres et contre toi et contre le Conseil d'Aragon, Soria, par exemple, le pisse-copie de *l'Humanité* en Espagne, dans une de ses correspondances à ce journal sur la dissolution du Conseil a prétendu, entre autres salétes, que c'est par la violence qu'avaient été imposées à la population aragonaise les transformations sociales réalisées.

— C'est faux, bondit-il, la population aragonaise dans sa totalité, au fur et à mesure qu'elle se voyait délivrée des hordes franquistes par l'élan irrésistible des milices confédérées accourues, aussitôt après le 10 juillet, à la suite de notre regret Durruti, constituait par sa propre impulsion un régime de vie en conformité avec ses aspirations et, quand le Conseil de Défense d'Aragon se forma, comprenant toutes les formations antifascistes de la région, il trouva une voie à suivre tracée par les masses elles-mêmes. Le Conseil que j'ai eu l'honneur de présider n'eut d'autre mission que de canaliser ce qui était le désir général de la population d'Aragon. Dire le contraire c'est bassement calomnier.

(Voir la suite en 3^e page.)

Le conseil national du parti S.F.I.O.

Le Conseil national du Parti S.F.I.O. a clos ses travaux dimanche dernier. Il avait, à son ordre du jour deux questions, dont il est inutile de souligner l'importance : la paix et la politique de non-intervention.

Les délégués au Conseil national sont nommés par les congrès des fédérations qui ont pris position sur les points de l'ordre du jour. Les courants d'opinion qui se manifestent à la base trouvent leur expression dans les votes et les mandats des délégués.

La fédération parisienne, qui fut pendant longtemps le fief de la tendance Blum-Paul Faure, donna sa majorité lors du dernier Congrès socialiste à la tendance Zyromski (pro-stalinienne). Quelques mois seulement suffirent, cependant, pour déplacer à nouveau la majorité vers la tendance de la gauche révolutionnaire (fonctionnellement antistalinienne). Les causes de ce déplacement doivent être attribuées au mécontentement des ouvriers socialistes dû à la politique suivie par les ministres socialistes tant sur le terrain intérieur qu'extérieur. La tendance Zyromski perd son influence, à cause de la politique stalinienne en Espagne. Nombreux sont les militants socialistes qui ne veulent pas se solidariser avec la politique de Zyromski qui soutient les Stalinistes en Espagne dans leur lutte contre Largo Caballero et la gauche socialiste. La position prise par le *Popu* est sévèrement jugée et on peut prévoir que l'influence de Zyromski dans la région parisienne sera bientôt liquidée.

Le déplacement de la majorité de la fédération parisienne vers l'extrême-gauche montre que les masses ouvrières qui suivent le parti S.F.I.O. entendent s'opposer tant au réformisme qu'à la colonisation stalinienne.

Le Conseil national a voté encore une fois, à une imposante majorité, la confiance aux ministres socialistes. Il est à noter cependant que ce vote n'a pu être obtenu que contre les promesses que la politique de non-intervention sera défaillante.

Léon Blum a répété son combat sur la nécessité de la non-intervention pour sauvegarder la paix. Notons que son succès a été plus que médiocre. Les militants socialistes, poussés par la base, finissent par se rendre compte des erreurs funestes de la politique de Léon Blum, qui a eu pour seul résultat d'aider Franco à conquérir la moitié de l'Espagne et de permettre à Staline d'étrangler la révolution et de diviser le Parti socialiste espagnol. Les ministres socialistes ont promis de reconstruire la question. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet.

La pause a été rudement malmenée, mais ce serait naïveté de croire que ceci changera quoi que ce soit à la situation. Marx Dormoy a été vivement pris à partie au sujet du refoulement des réfugiés espagnols et des expulsions massives des antifascistes étrangers. Depuis de longues années on n'avait pas vu une telle répression s'abattre sur les réfugiés politiques.

L'exercice du pouvoir et le néant des conquêtes ministérielles commencent déjà à donner leur fruit. Le désarroi des masses socialistes se manifeste de plus en plus. Il nous appartient de redonner du courage à la classe ouvrière.

“ LA MAIN TENDUE AUX CATHOLIQUES ”

Comment, après avoir “ revalorisé ” le nationalisme, M. Thorez redore le blason du cléricalisme

On se demande ce qu'il restera bientôt de communiste, voire même de socialiste dans la nouvelle doctrine prêchée depuis deux ans par les employés de Staline. Chaque jour démonte un peu plus l'édifice idéologique construit par les prophètes du marxisme-léninisme, etc...

Ce qui est à souligner, c'est le phénomène d'illusion collective dont sont dupes, très souvent de bonne foi, les militants de base du P.C. Le parti communiste, nouveau Janus, affectait d'avoir deux visages, l'un tourné vers l'extérieur, bonhomme, souriant, accueillant à tous ; l'autre, sévère, rigide sur les principes à l'usage des militants récusés.

Sous le prétexte de la tactique, il fut ainsi facile de verser dans l'opportunité le plus relâché. On reprit aux nationalistes, la *Marseillaise*, la Patrie et l'on revendica la France aux Français.

On exhiba les sans-culottes, la Révolution, Valmy, tout le bric-à-brac tricolore et un beau matin, tout le parti communiste, du sommet à la base, se réveilla patriote.

Et, la besogne avait été assez facile, en raison du vieux fonds de patriotisme qui imprègne toujours le cœur de l'ouvrier français.

Aux militants inquiétés par l'exploitation bassement xénophobe de ce sentiment, on répondait : tactique.

La besogne fut moins aisée pour le rap-

prochement avec les catholiques. Les militants communistes furent plus durs à se laisser convaincre. Dans leur for intérieur, ils regimbrent. C'est qu'il est difficile de prêcher aux autres ce que l'on condamne profondément dans le fond de soi-même.

Le cléricalisme, inseparable en France de la doctrine chrétienne, n'a pas bonne presse chez les ouvriers éclairés. Aussi les militants communistes se font-ils tirer l'oreille. De là la nécessité urgente de les convaincre à leur tour qu'une entente loyale est très possible entre catholiques et communistes — et surtout entre curés et militants — et que ce n'est pas seulement une tactique plus ou moins astucieuse qui est en cause, mais une nécessité politique contre laquelle ne s'inscrit en faux aucune objection de doctrine.

C'est ainsi que Thorez s'est adressé l'autre jour dans son discours de la Mutualité : *« Communistes et Catholiques, mains tendues... non à la masse électorale, mais AUX CADRES MEMES DU PARTI ! »*

Ce discours, disons-le, était fort bien fait. Il a tout ce qu'il faut pour plaire à des braves types facilement épatisés par quelques citations d'allure savante. Il a une apparence de ton élevé, qui « fait sérieux ». Il cite saint Paul, Léon XIII, Pie XI, d'Holbach et le Père Ducatillon. Il cite aussi le Sainte-Trinité, Marx-Engels-Lénine, mais sans cependant rappeler que le dernier a dit de

la religion qu'elle était « l'opium du peuple » et que ses racines sociales sont un « aspect de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires » (cité par le *Guide de lecture par l'étude du marxisme*, page 52, Bureau d'Éditions).

On trouve aussi tous ces lieux communs que M. Thorez reprend aux historiens bourgeois sur la « légende » de la barbarie médiévale. Voilà un couplet sur les cathédrales :

« Est-il possible d'évoquer sans émotion les siècles qui ont vu s'élever vers le ciel les flèches de nos magnifiques cathédrales, ces purs joyaux de l'art populaire, qui protègent de toutes leurs vieilles pierres — vivantes pour qui sait les comprendre — contre la légende du sombre moyen âge. »

Mais à l'époque, la masse qui construisait les cathédrales peinait et souffrait tout comme aujourd'hui. Que M. Thorez étende ses lectures. Nous lui signalons *l'Histoire de l'Inquisition*, de Lea, qui fait autorité. L'historien américain écrit (je cite de mémoire, n'ayant pas la référence écrite sous les yeux, mais je garantis le sens) : « Quand on admire les cathédrales, on oublie trop souvent quelle somme de misère, quelles exactions elles représentent pour le peuple. »

Ernest LOUIS.

(Voir la suite en 6^e page.)

La seule flamme à ranimer : Celle de l'internationalisme prolétarien

Solidarité Internationale Antifasciste

C'est le titre d'une organisation née en juin, en Espagne, et créée pour l'aide par la C.N.T., la F.A.I., les Jeunesses libertaires et de nombreuses personnalités littéraires et politiques espagnoles.

Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour porter secours aux victimes du fascisme mondial ; mais tant que les événements d'Espagne seront ce qu'ils sont, tant que les antifascistes espagnols soutiendront cette lutte surhumaine contre Franco et contre des secteurs politiques plus désireux d'imposer leur détestable hédonisme que de participer loyalement à la défate de l'ennemi commun, Solidarité Internationale Antifasciste se consacrera exclusivement à la défense de l'Espagne ouvrière.

Solidarité Internationale Antifasciste survit, toutefois, aux événements d'Espagne ; c'est le désir de ses créateurs que cette œuvre ne cesse son action bienfaisante qu'au moment où le fascisme sera mis en déroute partout dans le monde.

**

Voilà déjà longtemps que le Comité pour l'Espagne Libre avait été présent pour opérer sa transformation et devenir : la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste. Le Congrès de l'Union Anarchiste vient de répondre par un OUI chaleureux et unanime.

Pouvait-il en être autrement ? A l'appel présentant de nos frères d'Espagne pouvions-nous moins faire que de nous affirmer, d'une seule voix, d'un pareil élan et d'un même cœur, partisans envers eux d'une solidarité élargie ?

Le Comité pour l'Espagne Libre a donc vécu... après avoir bien travaillé.

Un autre organisme, qui a pour but d'amplifier les efforts faits jusqu'ici pour l'Espagne antifasciste, est en formation.

Vive donc la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste !

**

Comment vivra et se développera la Solidarité Internationale Antifasciste ? Nous l'expliquerons la semaine prochaine.

Nous pourrons ensuite marcher à fond, agir harde, faire en sorte que le peuple français n'oublie plus qu'il se passe quelque chose de l'autre côté des Pyrénées ; quelque chose d'immense, mais qui ne se déroule pas sans alternatives cruelles ; quelque chose qui nécessite là-bas des sacrifices inouïs, des privations extrêmement pénibles. Il faut absolument que grâce à la Solidarité Internationale Antifasciste l'ouvrier français comprenne qu'il a des responsabilités dans le drame qui bouleverse tout un pays, qu'en tout cas la persistance de Franco et de ses commanditaires lui est imputable.

Leurs mains se tendent vers les armes qui seront les instruments de leur futur massacre.

Comment vivra et se développera la Solidarité Internationale Antifasciste ? Nous l'expliquerons la semaine prochaine.

Nous pourrons ensuite marcher à fond, agir harde, faire en sorte que le peuple français n'oublie plus qu'il se passe quelque chose de l'autre côté des Pyrénées ; quelque chose d'immense, mais qui ne se déroule pas sans alternatives cruelles ; quelque chose qui nécessite là-bas des sacrifices inouïs, des privations extrêmement pénibles. Il faut absolument que grâce à la Solidarité Internationale Antifasciste l'ouvrier français comprenne qu'il a des responsabilités dans le drame qui bouleverse tout un pays, qu'en tout cas la persistance de Franco et de ses commanditaires lui est imputable.

Les divers régimes : droit de la force brutale, droit divin, droit démocratique, se sont succédé, sans que la condition politique, économique et morale des populations laborieuses s'en soit trouvée positivement transformée, ni même sensiblement modifiée.

Ici : patriciens, seigneurs et capitalistes ; là : plébiens, roturiers et prolétaires ; c'est, sous des appellations différentes, l'aspect uniforme et quasi identique d'un état de choses, c'est-à-dire d'un régime social qui, à peu de chose près, est resté le même.

Les mots ont changé, c'est vrai ; mais rien que les mots. Les étiquettes ont varié, c'est exact ; mais les étiquettes seulement. Car les maitres actuels n'étaient, somme toute, que les successeurs des maitres du passé et les prolétaires d'aujourd'hui n'étaient que les continuateurs des serfs d'hier et des esclaves d'avant-hier, qui osaient prétendre sérieusement et raisonnablement soutenir que les conditions sociales ont été, quant au fond, transformées ?

On a baptisé « révolutions » des secousses, des ébranlements, des coups de force dont, en réalité, les résultats ont été nuls ou à peu près.

En vérité, si l'on veut bien tenir compte de ce que signifient, pour nous, ce mot formidable : « la Révolution » et son contenu plus formidable encore, nous sommes en droit d'affirmer qu'il n'y a jamais eu de révolution véritable, que l'histoire n'en a pas enregistré une seule et que, conséquemment, nulle « loi de l'histoire » ne peut trouver sa démonstration dans une présumée série d'expériences dont la première est encore à faire.

Et ! Oui. Bien sur ! Quand des brigands convoitent et se disputent une proie, il advient inévitablement que ceux qui réussissent à l'arracher par la force à ceux qui ne l'avaient conquise et ne la conser-

vaint que par la force, sont, à leur tour, mis dans la nécessité, pour la conserver, d'user de la violence.

Il ne peut en être autrement et, dans ce cas, il est juste de soutenir que la violence a engendré, engendre et engendrera toujours la violence et qu'elle s'avère, ainsi, impuissante à la tuer, puisque, victorieuse ou vaincue, elle la continue et, parfois même, va jusqu'à la renforcer.

Mais, qu'on relise attentivement mon précédent article : « *Il y a violence... et violence* » et on comprendra que le drame grandioses dont le prodigieux aéroulément n'est plus qu'une question de temps et que nous appellen « *La Révolution Sociale* » n'a rien de commun avec les médiocres « *leviers de rideau* » qu'on se plait à nous présenter comme des révolutions.

Répétons-le et ne nous lassons jamais de le dire et de le redire :

Les anarchistes ne sont pas des brigands mais le but est de chasser du pouvoir les brigands qui le détiennent, afin de s'y installer à leur place, car ils se refusent à commander autant qu'ils obéir. Ils n'ont jamais tenté d'exploiter la cruauté, l'ignorance et la moutonnnerie des masses en leur enseignant que l'autorité est socialement utile, nécessaire, équitable, qu'elle est nécessaire entre les mains des autres, mais qu'elle deviendra bienfaisante entre les leurs. Les anarchistes ont déclaré toujours et ils affirment inlassablement que l'autorité est mauvaise *en soi*, irrémédiablement et quels que soient ou puissent être ceux qui la possèdent. Ils ne se battent pas et ne se battront jamais pour conquérir l'Etat mais, au contraire, pour briser tous les ressorts de la machine gouvernementale. Ils ont le mépris, le dégoût et l'horreur de l'autorité qu'on exerce autant que de celle qu'on subit.

Résolus à fonder un milieu social d'où seront bannis tous les maîtres politiques et économiques : ceux de l'Etat et ceux du capitalisme, ils ont la certitude que la violence disparaîtra d'elle-même d'un tel milieu, non pas parce que les humains seront subitement devenus de doux et paisibles agneaux, mais tout simplement parce que l'emploi de la violence aura cessé d'être rendu nécessaire.

Qui dit *autorité* dit *violence*. Qui dit *violence* dit *entente*.

C'est le principe d'autorité qui, dans ses innombrables applications, rend indispensable l'intervention des moyens violents : car on ne peut pas concevoir l'exercice d'un pouvoir qui n'aurait pas à son service un appareil de force capable de *contraindre* et *d'imposer* par la force matérielle.

Les brigands peuvent changer tant et plus ; les cliques gouvernementales peuvent se succéder encore et encore ; mais la violence devenue car elle est inseparable de l'autorité. Ce n'est qu'en abolissant celle-ci qu'on parviendra à supprimer celle-là.

Est-ce clair ?

**

Pacifistes *absolut*, réfléchissez. Et vous comprendrez que, si votre fameuse objection : « la violence engendre la violence » s'applique victorieusement à tous les régimes qui, quelle que puisse être leur diversité dans le détail, procèdent, dans l'ensemble, du principe d'autorité, elle s'effondre lamentablement lorsqu'on tente de l'appliquer à un régime libertaire.

Sébastien FAURE.

(A suivre.)

P. S. — Je pensais mettre, aujourd'hui, le point final à cette étude. Sur le point de partir en tournée de propagande, le temps me manque. Ce sera pour bientôt.

S. F.

(1) Voir « *Le Libertaire* », nos 565, 566, 567, 570, 571 et 572.

La mort de deux bons copains

Cette semaine, deux bons camarades doubles d'excellents militants disparaissent, dans des accidents du travail.

C'est d'abord Marcel Gillet, cheminot, bien connu dans la région de l'Oise pour son dévouement à notre cause, qui a trouvé la mort dans l'accident de chemin de fer survenu ces trois derniers à Creil.

Et notre ami Laprade, de Meudon, âgé de 55 ans, et qui, travaillant sur le toit de Lecourbe, a fait une chute mortelle.

Laprade avait été anarchiste dans sa jeunesse, puis plus tard, adhérente au Parti Socialiste, il devint conseiller municipal de Meudon. Mais il revint vite aux idées anarchistes et déploya une grande activité, organisant la diffusion du « *Lib* » à Meudon.

Que les familles et les amis de ces deux regrettés camarades trouvent ici l'assurance de notre fraternelle sympathie dans le malheur qui les frappe.

L'Union Anarchiste.

La solidarité pour Léger

Listes remises au camarade Guyard : Panhard, 67 fr. 50; Cams, 163 plus 7 fr.; Guyard, 70 fr.; Lioré, 141 fr.; Rateau, 138 fr.; 195, 35 fr.; Giancoll, 59 fr.; liste passée au congrès, 243 fr.; Neuport, 78 fr.; Banlieue-Sud, 25 fr.

Les camarades qui n'ont pas remis leurs listes sont priés de les renvoyer au « *Lib* » pour remettre au camarade Guyard.

NOTE DE LA REDACTION

Par décision de la C. A., tout ce qui concerne la rédaction du *Libertaire* devra être adressé à L. Ander, la page syndicale à Cam, les rubriques Voix de Province et Paris-Banlieue à Rollet, et les communications de groupes (Vie de l'U. A.) au secrétaire de l'U. A.

Les belles familles

Il y a certains faits divers dont l'atroce crudité, dépouillée de toute littérature, pourrait mieux servir que n'importe quel pamphlet à la condamnation de la Société que nous subissons. Mais, telle est l'abondance des crimes quotidiens à son actif, que leur horreur s'atténue ou s'annihile aux yeux d'une multitude asservie à ce qu'elle considère comme inévitable, et résignée, grâce à l'astuce de ses maîtres, aux fléaux dont ils profitent.

C'est pourquoi, sans redouter de vastes protestations, sans troubler nullement la quétude des repas moyens, sans faire ruer le prolétariat dans les boxes respectifs d'un quelconque parti où sa candeur l'immobilise, la grande presse a pu apprendre l'autre jour à ses lecteurs qu'un métayer, âgé de 34 ans, vivant dans la misère avec sa femme et ses onze enfants, s'est suicidé après avoir vu sa famille s'augmenter de deux nouveaux venus, deux jumeaux...

Une belle famille, n'est-ce pas ? Son nom, Julien Chatain, le lieu où elle se multiplia, Puymagron dans la Dordogne, l'âge des époux, leur permanente fécondité, tout cela forme un tableau exemplaire, très « bon François », très « bien pensant », très « honnête travailleur ». Et cela mérite quelque chose !

— Le grand prix Cognac ?

— Pas encore, mon brave ; le compte des gosses n'y est pas, mais prenez donc ceci en attendant.

Un secours accordé par la municipalité et voilà Julien Chatain qui rentre chez lui tout ragaillardé... sa femme va être contente... on va pouvoir s'occuper du trousseau de l'autre », celui qui va venir et qui gonfle déjà le tablier... Et puis on l'aura bien un jour ce Prix Cognac ! Pour l'instant, on est quelque... C'est écrit « sur » le journal ! Tenez,

Les belles familles françaises, Puymagron, Julien Chatain.

Et soutenu par les exhortations des journaux, cité en exemple par son député le jour de la fête communale, Julien Chatain continue. Chaque année, sa femme met bas, et le huitième enfant a fait irruption dans le taudis où grouillent les autres qui crient famine.

Cette fois, c'est trop ! Ça ne peut pas continuer comme ça, murmure le père, il faut faire tout de même...

Il faudrait quoi... ?

Lui et sa femme ignorent l'ABC de la question sexuelle, ils n'en ont appris que ce que l's bêtes en savent !

Pourtant, dans la tête de Julien Chatain, des idées s'agencent, ne pouvant nourrir sa marmaille, les affirmations des républicains lui apparaissent vides de sens. Et il attend, impatient, la venue prochaine d'un orateur qui doit parler dans sa commune sur la nécessité de limiter les naissances.

Et eh ! pense Chatain, il y a peut-être des moyens pour ça !

Mais où est-il, l'orateur ? Qu'est-il devenu ?

Renseignements pris, Chatain apprend qu'on vient de le mettre en prison !

Trois années passent ; trois enfants s'ajoutent à la nichée ; ça fait onze. Et, l'hiver suivant, deux jumeaux affirment par leurs vagissements leur droit à l'existence. Mais le buffet est vide et l'épicière refuse le moindre crédit.

Alors, écrasé par cette force qu'il ignore, qu'il appelle le « *Sort* », la « Fatalité », et derrière quoi grimacent le visage du législateur et celui du prêtre, Julien Chatain ne pense plus qu'à s'y soustraire en se donnant la mort.

Il s'est pendu dans l'étable voisine : la mère est au plus mal et geint parmi ses treize enfants qui se tordent dans leurs linge maculés. L'orateur est toujours en prison.

Ces résultats suffisent pour prononcer l'anathème contre une société, alors même qu'on ne la considère qu'en temps de paix, c'est-à-dire en son plein épanouissement, en pleine conscience d'elle-même, dans la sérénité de son Ordre et de son Harmonie.

Pour ce qui est du suicidé, on peut dénoncer

son ignorance et le considérer comme l'agent direct de la misère qu'il a semée autour de lui, une chose demeure indiscutable : c'est qu'il est lui-même une victime de la société qui l'a poussé à se donner la mort en se montrant impuissante à secourir la misère où elle l'avait acculé par ses enseignements.

Pour ce qui est de la veuve et de ses enfants, pour ces « faits-par-hasard » ou ces « pas-faits-exprés », la responsabilité de la société est enclose dans cette question « elle se pose à elle-même : *Que vont-ils devenir ?* ». Et cette responsabilité devient presque illimitée, puisqu'elle s'étend au devenir de certaines personnes nées dans la misère et dans la maladie.

Quant à l'orateur emprisonné, si son destin est moins tragique, si je me vois dans l'impossibilité de le présenter sous un nom particulier (puisque j'ai résumé en lui tous les propagandistes du néo-malthusianisme, qui furent victimes des lois scélérates), son réquisitoire n'en sera pas moins formidable, car les entraves qui furent apportées à ses enseignements et la répression dont il est victime à la suite de sa propagande constituent un des crimes les plus gros de conséquences dont la société devra un jour répondre devant des juges qu'elle n'aura point nommés !

C'est, en effet, cette répression, ces abominables lois en faveur de l'inconscience sexuelle, ceux qui les ont faites et ceux qui les appliquent, depuis le procureur général jusqu'au geôlier, qui sont responsables du suicide de Julien Chatain, de la destinée de sa femme, de ses enfants et des innombrables victimes qui s'ajoutent chaque jour à la liste des crimes d'une civilisation postiche. Ici, c'est une ouvrière qui s'évanouit parce qu'il n'y ait pas le droit de se confier à une clinique, elle a pratiqué sur elle-même des manœuvres abortives ; plus loin, c'est une femme qui jette son fetus à l'égoût parce qu'elle a accepté de se laisser engrosser sans la permission de l'état-civil ; là, c'est une mère qui conseille aux aînées de se prostituer pour nourrir leurs frères trop nombreux. Et ce sont tous les irresponsables, ceux qui ont tué parce que leur hérité les obligait à tuer, et tous ceux qui furent concus pendant la guerre, sous le signe du meurtre, et guidés plus tard par les exemples de cet homicide obligatoire qui porte le nom de patriots.

Mais malgré ces évidences, le politicien persiste à faire des lois républicaines, le nationaliste à les défendre, le magistrat à les appliquer. Et cependant que les Etats-Majors de chaque pays débordent leurs troupes en attendant d'en prendre livraison, le prolétariat demeure inconscient de l'effravoir avenir auquel il se condamne, lui et ses enfants, et prolonge bêtement le geste d'amour. Car sa stupide vanité nationale, si bien cultivée par ceux qui le tiennent en mains, ne lui permet pas, tandis qu'il proflise, d'envisager des conséquences plus vastes que « La France aux Français », ni de se rendre compte de cette première supériorité de l'homme sur l'animal, à savoir la possibilité de limiter son espèce aux possibilités de son existence.

Mais à quoi bon se montrer supérieur à l'animal ? Ne suffit-il pas, pour gagner un brevet de civisme, de s'affirmer plus fort que son voisin par des tanks et des avions ou de se vaincre dans une compétition sportive ? Limiter son espèce ? Ce n'est pas un programme politique ça ! C'est trop simple à réaliser... d'ailleurs, le manuel du parfait révolutionnaire n'en parle pas ! Mieux vaut voter Front populaire !

Et la femme raisonne aussi de cette façon. Elle aussi se pique de politiques ! Elle veut s'émanciper ; elle veut son droit de vote ah ! mais...

Rassurez-vous, on vous l'accordera, ce droit !

Mais il en est d'autres que vous pouvez prendre tout de suite, si vous tenez à vous émanciper. Et si facile à faire valoir ! Et si fertiles en conséquences révolutionnaires !

Y avez-vous jamais songé ?

Ce sont les droits de votre ventre, Madame.

AURELE PATORNI.



Ouvrier, mon frère...

Dans une lettre qu'il écrivait à son ami Vandeputte, l'infortuné Charles-Louis Philippe — qui eut tant d'admirateurs... après sa mort ! — jugeait très sévèrement la gent littéraire de son temps et déclarait qu'il écrivait pour « *la meilleure salut que la France peut envoyer aux peuples coloniaux* ».

Au « *Popu* », on s'enthousiasme et on appelle les prolos à applaudir « cette démonstration sans précédent dont la réussite a été entière ». (Souligné dans le texte).

Quand on songe qu'ainsi des ouvriers poussent l'incompréhension jusqu'à se féliciter de l'oppression des populations indigènes, on croit rêver !

Mais n'est-on pas en plein cauchemar lorsqu'on voit paraître sur l'écran des actualités la hideuse face de Daladier affirmant au Congrès radical que « l'esprit de ceux de Valmy et de ceux de Verdun est toujours vivant », tandis qu'au pied de la tribune où il pétore les administrateurs excités tendent le poing dans un geste fanatique et que des centaines de voix chantent : « *Allons enfants de la Patrie* ».

IL FAUT MATER LES TRUSTS !

N'est-ce pas là le cri dont retentirent les préaux d'écoles avant les élections du Front populaire et dans les meetings monstres contre les puissances d'argent, industries-clés, deux cents familles et autres « ennemis de la France » !

Les trusts, les grandes entreprises et les vastes exploitations se portent encore fort bien et après avoir haussé convenablement leurs tarifs, certains réservent aux cochons de payants de joyeuses étreintes. Voici, pour le 1^{er} janvier 38, le cadeau du Métro et de la T.C.R.P. :

Le carnet de ticket des autobus sera porté de 8 à 9 francs.

Au Métropolitain, le ticket de 2^e classe passera de 1 franc à 1 fr. 10, l'aller et retour à 1 fr. 35.

LA ROCQUE TIENT TOUJOURS... LE CRACHOIR

Devant plus de 40.000 (?) dispos La Rocque vient de s'expliquer sur l'affaire des enveloppes. Il se refuse à partir, même après la récente confirmation, du Tribunal de Lyon que lui La Rocque est bel et bien un fripon. Le colonel se plait à interpréter le jugement comme un hommage à son patriotisme ! Ses troupes l'ont acclamé d'autant plus chaleureusement, que beaucoup d'entre eux avaient été déçus d'avoir à leur tête un homme qui ne sait pas toucher. Maintenant que les choses sont au point le prestige du colonel a redoublé.

Il faut reconnaître que Charles Maurras n'est pas étranger à ce succès. Dans un récent numéro de l'A.F. le tapeur des vieilles bomberies a établi que le colonel était un habitué de la place Beauvau. Eugène Frot et Paganon ont grasié la pâte à ce défenseur de la « propriété ». Maurras tient ce tuyau d'un moine ! C'est complet !

SOUS LE SIGNE DU MENSONGE !

La non-intervention fait objecte de toutes les réunions. Les prolétaires parisiens sont périodiquement appellés à se rendre place de la Nation pour exiger... de leurs « propres ministres, de cesser d'étrangler l'Espagne.

Les chefs socialistes s'élèvent à qui mieux mieux contre l'infaire blocus. Pendant ce temps-là on rétablit la communication ferroviaire avec Franco !

A quand la fin de cette duplicité ?

ET LE PETROLE ?

Le Parti Communiste, après avoir approuvé ce cher Blum (Cachin dixit) pour sa politique de non-intervention en Espagne, ne cesse de crier... prudemment, contre le blocus. Nul n'ignore, cependant, que la fin de la non-intervention signifie la fin des manœuvres staliniennes pour étouffer la révolution.

Alors ne nous étonnons pas que l'U.R.S.S. soit des principaux fournisseurs de l'Italie en pétrole. L'ennemi n° 1 de l'U.R.S.S., le Japon a reçu pour le premier trimestre 1937, 50.000 tonnes d'essence soviétique.

Monsieur Dubalai,

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux

En vente au *Libertaire* : 15 fr. Franco : 16 fr. 50

JOAQUIN ASCASO NOUS PARLE...

— Je te crois sur parole. Mais comment expliques-tu que des toutes les autres régions délivrées du fascisme, seul l'Aragon ait pu réaliser l'expérience qui a permis de prouver au monde que le communisme libertaire n'était pas l'utopie que les malintentionnés ont toujours tâché de faire croire ? Pourtant ce n'est pas la seule région où les idées libertaires avaient été propagées. En Catalogne, par exemple, la C.N.T. était de loin la force majoritaire.

— Mon impression personnelle est que l'Aragon n'avait pas souffert du bourgeois de crâne politique dont avaient eu à souffrir malheureusement les autres régions, et d'autre part, ayant bien que pour peu de temps, subi la férule des généraux traitres, l'idéologie libertaire qui avait été largement inoculée à ce peuple énergique et fier dans les années précédentes, par l'effort continu des propagandistes du mouvement libertaire espagnol, devait s'épanouir d'une façon extraordinaire. Et en contact avec un peuple presque vierge de toute égoïsme et de tares matérielles il lui fut possible de comprendre et pratiquer, sinon dans sa totalité, du moins en grande partie et avec succès, le communisme libertaire.

LA DISSOLUTION DU CONSEIL D'ARAGON

— Dis-moi, maintenant, le Conseil d'Aragon était-il au courant des manœuvres qui se traînaient dans l'ombre pour arriver à sa dissolution ?

— Le Conseil d'Aragon, organisé d'une manière efficiente savait la bataille qu'on lui livrera constamment et en maintes occasions il dénonça publiquement les intrigues politiques dont il était objet. Les organisations qui le composaient furent en leur temps alertées. Malheureusement, le Front populaire d'Aragon (ses dirigeants surtout) plus occupés de leurs combines et de leur désir de ne pas mécontenter leurs commanditaires, que du bien-être du prolétariat se prêtrèrent à cette sale besogne.

Notre camarade à ces souvenirs devient grave. Je sens l'amertume lui monter à la gorge. Un bref silence s'ensuivit. Cependant j'insistai.

— Comment s'est-elle produite cette dissolution dans sa partie exécutive ?

Ascaso reprend :

— Le gouvernement de la République par un décret décida la dissolution du Conseil en nommant un nouveau gouverneur général. En même temps, il donna l'ordre de mon arrestation m'inculpant d'un crime de droit commun. La ficelle était par trop grossière, aussi, personne en Espagne ne s'est laissé prendre à cette lourde manœuvre. D'ailleurs, peu sûr de lui-même, il déplaça des forces du front du centre pour celui de l'est (dont la division du bolchevik Lister, à l'ame dédiée de la fameuse « nouvelle ligne »), croyant, erronément, que l'organisation confédérale qui a sacrifié et sacrifié toutes ses possibilités en tant que force majoritaire, en holocauste au triomphe de la guerre, se fut opposée par les armes à une mesure si arbitraire.

ATTENDRE LE MOMENT FAVORABLE

— Quelle a été ton attitude devant telle dissolution ?

— Ce que j'aurais fait moi, n'a plus d'importance. Seulement, nous « incontrôlés », nous avons une conception de la discipline librement acceptée que bien des « contrôlés » devraient imiter. Par conséquent, du moment que l'organisation confédérale avait

(1) N.D.L.R. Ce télégramme ne nous est jamais parvenu !

crise faire ce nouveau grand sacrifice à la victoire à laquelle elle se refuse de renoncer, il a accepté comme un fait accompli la destruction de l'œuvre à laquelle j'étais attaché de toutes les forces de mon être. L'expérience que j'ai acquise dans ma vie de militaire a été tâche de faire croire ? Pourtant ce n'est pas la seule région où les idées libertaires avaient été propagées. En Catalogne, par exemple, la C.N.T. était de loin la force majoritaire.

— Mon impression personnelle est que

l'Aragon n'avait pas souffert du bourgeois de crâne politique dont avaient eu à souffrir malheureusement les autres régions, et d'autre part, ayant bien que pour peu de temps, subi la férule des généraux traitres, l'idéologie libertaire qui avait été largement inoculée à ce peuple énergique et fier dans les années précédentes, par l'effort continu des propagandistes du mouvement libertaire espagnol, devait s'épanouir d'une façon extraordinaire. Et en contact avec un peuple presque vierge de toute égoïsme et de tares matérielles il lui fut possible de comprendre et pratiquer, sinon dans sa totalité, du moins en grande partie et avec succès, le communisme libertaire.

LA VALEUR D'EXEMPLE DES CONQUETES REVOLUTIONNAIRES

— Crois-tu que l'expérience du Conseil d'Aragon ait été si profonde que les résultats, malgré la dissolution d'une grande partie de collectivités, seront recueillis par le peuple travailleur dans un avenir plus ou moins lointain ?

— Je le crois fermement. Le peuple d'Aragon reconstruit en la valorisant la grande œuvre commencée et qu'on a préférément effacé d'un coup de plume. On s'est grandement trompé et j'insiste là-dessus. Jamais on n'effacera les aspirations économiques et sociales d'un peuple comme celui d'Aragon.

— Comment penses-tu que la guerre et la « révolution » se termineront ?

— En dépit de toutes les intrigues que le capitalisme international traîne dans les chancelleries et malgré nos erreurs, que nous ne pouvons nier, mais tâcher de les réparer, nous gagnerons la guerre. Dans la mesure du possible nous gagnerons aussi la révolution, car cela le travailleur de l'arrière le veut par ses constants sacrifices et le soldat l'exige dans les tranchées en faisant le don de sa vie ; seulement qu'on nous entende bien, pour la révolution sociale.

« QUE NOTRE VOIX SOIT ENTENDUE... »

La langue me dérange de lui poser une nouvelle question.

— Quelle est ton opinion sur la conduite et l'avenir de la C.N.T. ?

Mon interlocuteur n'hésite pas un seul instant.

— Je suis un militant de l'organisation confédérale et anarchiste et je crois que lorsque conduite à revaloriser le mouvement révolutionnaire internationalement et que malgré toutes les possibles erreurs commises la conduite loyale et limpide de nos organisations qui se sont imposées pour la conquête d'une société libertaire.

— Encore une demande Joaquin : veux-tu que tout ce que j'écritte aux camarades français par le canal du « Libertaire »

— Je désire que les camarades français interprètent la lutte titanique que nous sommes en train de livrer à toutes les forces liberticides et d'oppression sociale, appréciant à sa juste valeur ce que représenterait d'horrible pour nous et pour eux une victoire fasciste. De leur compréhension et de leur action révolutionnaire parmi les masses ouvrières dépend, en partie, l'issue de l'héroïque épope du peuple espagnol. Qu'ils nous aident car l'écrasement du franquisme en Espagne leur évitera certainement de jamais connaître les horreurs de la sanglante tragédie qui ravage tous les foyers de la malheureuse Iberie, ébranlant les esprits les mieux trempés.

— Que notre voix soit entendue par eux et qu'ils se préparent à donner à leurs frères d'Espagne, d'une façon toujours plus efficace, tout l'appui moral que réclame leur grande misère.

SAIDA.

Une belle leçon de solidarité

— La modestie de nos camarades dockers du Havre ne se trouvera certainement pas froissée que nous signalons leur persévérance dans l'effort de solidarité qu'ils ont su accompagner à l'égard du prolétariat espagnol, ainsi qu'en témoigne le communiqué ci-dessous extrait de leur organe local : « Vérités ».

— Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, il serait à souhaiter que ce magnifique exemple stimulât, sous ce rapport, la déconcertante apathie de certains syndicats trop oubliables de leur devoir et de leur intérêt de classe en pareille circonstance.

ANNIVERSAIRE

Il y a un peu plus d'un an, le 25 septembre 1936 exactement, le Comité Confédéral National, se faisant l'interprète des sentiments de solidarité du prolétariat français, adressait un appel à tous les Ouvriers, Employés, Fonctionnaires, Techniciens, groupés dans le sein de la C.G.T. pour qu'une aide matérielle permette de soutenir efficacement les mères, les femmes et les enfants des lutteurs espagnols, défendant leur liberté contre les généraux félons qui, épaulés par le fascisme international, tentent d'instaurer en Espagne un régime de dictature analogue à celui qui règne en Italie et en Allemagne. Et afin de remettre cette œuvre de solidarité, le Comité Confédéral National demandait à chacun de laisser au minimum une heure de son salaire.

Dès qu'on leur fit connaître cette décision, les dockers du Havre pensèrent bien que si chaque ouvrier laissait une heure du produit de son travail, ce serait bien, mais qu'en ce qui les concernait, eu égard à leur passé syndical, ils se devaient de faire mieux, c'est pourquoi immédiatement, ils prirent la décision de verser au moins 0 fr. 50 par journée de travail.

Et depuis, cette décision, comme toutes celles qui prennent les ouvriers du port, a été respectée intégralement, ce qui fait qu'en ce jour anniversaire, les dockers peuvent s'honorer de savoir que le montant des sommes recueillies en faveur du peuple espagnol s'élève à 437.147 fr. 30.

Les dockers savent combien leur geste est modeste par rapport à celui des défenseurs de ce peuple héroïque qui, attaqué de toutes parts, combat pied à pied, endurant la plus atroce misère, et ils pensent à ceux qui, faisant sacrifice de leur vie, continuent la lutte inégale contre les forces de trahison munies des derniers engins modernes de morte.

Mais aussi, il est réconfortant de voir que dans notre corporation, la solidarité n'est pas un vain mot, et de constater que bien leur salaire soit un des plus indécents, les dockers du Havre peuvent compter parmi les cours les plus généreux.

Pour le Peuple Espagnol, merci à nos camarades.

Le Bureau.

Depuis un an, Madrid tient

Il y a désormais un an que Madrid résiste aux assaillants. Sous les bombardements meurtriers, les incendies, et malgré les difficultés de ravitaillement, l'héroïque cité tient. On se souvient que Franco et ses partisans de la guerre de 1936.

Les dockers savent combien leur geste est modeste par rapport à celui des défenseurs de ce peuple héroïque qui, attaqué de toutes parts, combat pied à pied, endurant la plus atroce misère, et ils pensent à ceux qui, faisant sacrifice de leur vie, continuent la lutte inégale contre les forces de trahison munies des derniers engins modernes de morte.

Mais aussi, il est réconfortant de voir que dans notre corporation, la solidarité n'est pas un vain mot, et de constater que bien leur salaire soit un des plus indécents, les dockers du Havre peuvent compter parmi les cours les plus généreux.

Pour le Peuple Espagnol, merci à nos camarades.

Le Bureau.

ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

LES TRAGIQUES JOURNÉES DE MAI

Je les ai vécues heure par heure, du commencement à la fin. J'en parle, sinon avec une profonde indignation, tout au moins avec un sentiment d'humiliation et de désillusion.

—

Descendre du front, où j'ai vu tomber grand nombre de chers amis, — où nous avons la conviction de faire notre devoir contre les hordes fascistes, — pour être la cible des coups de fusils dans les rues de Barcelone, peu m'intéresse par qui, ce n'est pas encourageant.

Dans l'après-midi de ce lundi fameux, je traversais la place de Catalogne, quand les gardes d'assaut allaient occuper le Central Téléphonique. Une foule de curieux les suivait.

Je n'y prêtai pas tout d'abord attention et me dirigeai au Comité Régional de la C.N.T. où j'appris qu'il s'agissait d'un coup de force. Le Central Téléphonique n'appartenait pas à l'Etat — comme dans les autres pays — mais à la collectivité syndicale en tant qu'entreprise privée. Mais le syndicat n'est pas disposé à se laisser exproprier, même si les expropriateurs sont des agents de la Généralité.

Ce coup de force contre le Central Téléphonique — qui appartenait auparavant à une concession américaine expropriée par le syndicat — se trouve être en rapport avec la campagne dirigée par les communistes dans l'O.G.T. contre la collectivisation, je me permets de dire tout de suite.

C'est l'histoire russe qui se répète.

Dans les rangs de l'O.G.T. sont entrées en bloc les couches de la petite bourgeoisie, et même, de la Bourgeoisie, sans adjectif, lesquelles revendues du premier coup réagissent maintenant contre les extrémistes, contre ceux qui ne savent ou ne veulent pas comprendre la politique de la « N.E.P. »

Je trouve logique que la Bourgeoisie tente de reprendre ce qu'elle a perdu. Ce que je trouve illogique, c'est la partie qui est entrée en jeu de l'ordre public, le plus important des tous les ministères, dépend désormais directement du Gouvernement Central, comme en dépendent les quelques bureaux qui étaient, avant mai, autonomes et indépendants.

Pendant les journées tragiques de mai, le Gouvernement Catalan ne fut pas à la hauteur de la situation. N'importe qui, à la place de Companys, n'aurait pas permis une telle provocation, parce que ce n'est pas en provoquant des faits semblables que l'on peut gagner la lutte contre le fascisme.

La première des conditions qui conduisent à la victoire c'est l'unité morale et matérielle de la classe travailleuse espagnole. Ceux qui agissent à l'opposé font consciemment ou non, le jeu de Franco et du fascisme international.

Des tragiques journées de mai, le fascisme a obtenu pas mal d'avantages, surtout du point de vue international. Elles ont renforcé, en les justifiant, l'intervention italienne et allemande. Par contre, le communisme officiel s'est contenté d'une bien maigre victoire : celle contre le P.O.U.M.

Ce parti qui, au fond, n'était pas aussi terrible si toute son action était limitée à la pure critique, est dissous. Ses militants sont, en grande partie, persécutés ou en prison. Ni fut trouvé assassiné au milieu d'une rumeur. Le gouvernement de Valence l'avoua publiquement.

Mais internationalement, le communisme officiel a perdu force et prestige. Tous lui demandent des comptes, la cause du progrès espagnol, confondu avec celle du parti staliniens risque de susciter dégoût et indifférence.

C'est sur ce point que les anarchistes doivent se tenir en éveil. La cause du prolétariat espagnol ne se prête pas aux équivoques, ne doit pas être confondu avec celle d'un parti qui tente de provoquer le retour à la propriété privée et veut noyer dans le sang les partisans de la collectivisation, de l'expropriation capitaliste. Le coup de force du mois de mai, dirigé exclusivement et brutalement contre ses auteurs. La généralité y a perdu de son autonomie, le gouvernement n'est pas possible. L'ambiance et l'homme y sont réfractaires, de telle façon que tout effort fait en ce sens rompt cette unité morale et matérielle qui est indispensable pour vaincre le fascisme.

Si, par malheur, demain, en Espagne, triomphent la France et l'Internationale fasciste, la faute ne sera certainement pas due au prolétariat espagnol, qui a déjà prouvé qu'il était à l'avant-garde de la Révolution sociale, mais à tous ceux qui, avec l'apparence de l'aider à sortir triomphalement de la dure épreuve qu'il traverse lont, dans les faits, divisé pour des fins propres et, en le divisant, l'ont affaibli pour mieux le laisser dominer. Semer la discorde en présence de l'ennemi, c'est trahir.

Pendant les heures amères des journées tragiques de mai, ma pensée était constamment dirigée vers les camarades du front. Que feront-ils là-haut ? Et si dans un moment d'incompréhension, leur venait la malheureuse idée de céder, qu'est-ce qu'il restera du sacrifice fait depuis le 10 juillet ? Quel serait le sort de tous ?

Haussard et plusieurs autres camarades français furent les témoins constants de ces préoccupations qui envahissaient mon esprit. Ces quatre jours de lutte fratricide me semblaient interminables.

Au Comité de Défense de la C.N.T. et de la F.A.I., mon action fut en tout d'accord avec Olivier Iglesias et Mas pour qui on en termine au plus vite avec celle que j'avais baptisée.

VIOLA.

Karl B. Arrêté à Sabadell une première fois le 23 mars 1937 où il travaillait dans les ateliers de l'aviation navale. Bénéficiant d'un non-lieu devant le Tribunal spécial de Valence à la suite d'une grève de la faim il fut libéré par ordre du ministre de l'Intérieur. Rentré à Barcelone il fut arrêté de nouveau dans les bureaux de département des passeports, sans aucune raison. Il appartient politiquement à l'opposition marxiste.

Paul M.

Arrêté le 16 octobre dernier devant la gare de France alors qu'il s'apprêtait à prendre le train pour la France bien qu'il ait été en possession de tous les documents nécessaires. Jusqu'aujourd'hui on n'a pas encore pu savoir pour quelles raisons il se trouve à la disposition du Tribunal spécial de Valence (espionnage).

En Allemagne, membre de l'Union Métallurgiste jusqu'à l'avènement de Hitler. Il appartient au parti socialiste allemand. Arrivé en Espagne grâce à l'aide qu'il trouva auprès de la C.N.T., il combattra jusqu'au dernier moment dans les milices du P.O.U.M.

Mad G.

Fut arrêté le 24 juillet dans la rue, aussitôt après son arrivée du front. Il ne connaît pas les motifs de sa détention. Membre du Parti socialiste allemand. Arrivé en décembre 1936 en Espagne, il partit aussitôt au front d'Aragon dans les milices du P.O.U.M., où il fut arrêté jusqu'à son jour de son arrestation.

Franz G.

A été arrêté dans les mêmes conditions que le précédent. En Allemagne, membre de l'Union des Travailleurs de la construction.

Simon G.

Vieux militant anarchiste de Bulgarie.

Arrivé à la fin de l'année dernière.

Grigor R.

Arrivé à la fin de l'année dernière.

En Espagne, membre de l'Union des Travailleurs de la construction.

En Espagne, membre de l'Union des Travailleurs de la construction.

Samedi 30 Octobre
Dimanche 31 Oct.
Lundi 1^{er} Novembre

Les DEBATS du CONGRES

Première journée

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE

La séance s'ouvre à 10 heures. Une commission des mandats est désignée. Elle vérifiera la légitimité des délégués et en rendra compte au congrès. Le bureau désigné pour diriger les débats durant cette première journée est présidé par Haussard (groupe intercalé de Thiébaud), assisté de Meallier (Saint-Étienne) et de Thierry (Saint-Claude).

Paucier donne lecture d'un télégramme de Freymond, secrétaire de l'Union anarchiste qui, retenu en Espagne par une formalité de passeport ne pourra pas prendre part aux débats pendant cette première journée.

Ayant toute discussion le président donne lecture d'un texte de solidarité à l'égard des combattants espagnols et particulièrement à la C. N. T. et à la F. A. I. qui a été publié dans le dernier numéro du *Libertaire*.

Ce texte est adopté à l'unanimité. Après intervention de Lecoin, Guyard, Montiel, Cam, Faucier, Le Meillour, Ridel, le vote du premier texte qui peut presumer de la suite des débats et en particulier de la discussion sur l'Espagne est renvoyé après cette discussion.

**

L'ORDRE DU JOUR DU CONGRES

L'ordre du jour proposé est le suivant :

1. Rapport moral.
2. Rapport administratif.
3. Rapport du *Libertaire*.
4. Audition des camarades espagnols.
5. Solidarité internationale antifasciste.
6. Débat sur la question d'Espagne.
7. Solidarité internationale Antifasciste.
8. Organisation de la propagande.
9. Organisation intérieure de l'U. A.
10. Questions diverses.

Rapport moral de la C. A.

Faucier qui remplace Frémont au pied levé, présente le rapport moral. Il se réjouit de la bonne représentation des groupes. Dès le premier jour du congrès, 65 groupes sont présents.

« Les années 1936-1937, dit-il, sont marquées par le regroupement des forces anarchistes d'une part, et un recrutement important d'éléments neufs ou issus des secteurs politiques.

« Les élections de juin 1936 où nous avons fait un gros effort de propagande, les grèves ensuite où de nombreux camarades ont poursuivi cette propagande par l'action dans les usines et sur les chantiers, la révolution espagnole enfin ont contribué à fortifier nos positions et à renforcer notre influence.

« Nous avons acquis en premier lieu, la participation régulière sur plusieurs pages et par la suite sur six pages de notre meilleur outil de propagande, le *Libertaire*. Nous avons entre juin et octobre 1936 plus que quadruplé son tirage, ce qui est la marque sûre de notre influence dans les milieux ouvriers.

« La Révolution espagnole fut l'élément le plus important du renouveau de l'anarchisme en France. Et le fait que nous avons opéré le relancement de notre organisation à la faveur de nos positions sur la révolution espagnole alors que d'autres stagnaient dans leurs critiques est la preuve que nous avons choisi la bonne voie ».

Faucier fait l'historique du mouvement de solidarité à l'Espagne révolutionnaire et la part qu'y prirent les anarchistes, d'abord dans les comités anarcho-syndicalistes (U. A., C. G. T. S. R., F. A. F.), ensuite dans les Comités pour l'Espagne libre.

Les camarades sont au courant des faits qui furent rapportés dans le *Libertaire*. Jugeant que sur le plan antifasciste, nous pouvions rallier davantage d'éléments, nous défendons ce point de vue au sein du Comité, estimant qu'il est de notre devoir de raffler le plus d'éléments possible pour faire jouer la solidarité et s'élever contre le blocus.

Nos camarades espagnols Joaquin Ascaso, Emilienne Durruti, étaient venus prendre la parole à un meeting, nous demandant d'élargir la solidarité envers nos camarades d'Espagne. D'accord avec eux, nous constituons le Comité pour l'Espagne libre.

Dès lors l'U. A. se consacre à la solidarité matérielle à l'Espagne sur la base de l'antifascisme le plus large. Ce fut l'œuvre des Comités pour l'Espagne libre. « Nous avons reçu pour cela, dit Faucier, l'accord total de nos camarades espagnols qui nous ont eux-mêmes demandé la création de ces comités de large collaboration, à l'image de l'antifascisme espagnol ».

Ajoutons enfin que les Comités pour l'Espagne libre se seraient accordés volontiers avec les comités anarcho-syndicalistes pour un travail commun, chacun dans son secteur. Besnard appuya même cette proposition devant le congrès des comités anarcho-syndicalistes qui refusèrent et exclurent définitivement l'U. A.

POSITION DE LA C. A. SUR LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

« La majorité de la C. A. sortante, dit Faucier, n'a voulu voir dans la C. N. T. F. A. I. qu'un bloc combatif et le soutien sans l'effrayer de critiques plus ou moins justifiées.

« Il ne faut pas oublier que dans la plus grande partie de l'Espagne, l'existence même de la C. N. T. et de la F. A. I. est conditionnée par l'acception des éléments républicains et démocrates, et cela explique bien des lignes de conduite, bien des concessions. C'est pourquoi, tout en manifestant souvent notre inquiétude aux camarades espagnols nous avons mis la sourdine à nos critiques et nous avons appuyé sur l'élément solidarité, nous souciant de ne pas jeter nos critiques en pâture au public, de ne pas apporter l'armes à nos adversaires et aux leurs ».

Nos camarades de la F. A. I. s'expliqueront d'ailleurs à ce congrès en la personne d'un délégué qui intervient dès le début de la deuxième journée.

L'ACTIVITE DE L'U. A.

Nous avons quadruplé le tirage du *Libertaire*. Nous avons augmenté le nombre des militants dans la même mesure, organisé deux meetings au *Vel d'Hiv*, une dizaine à la Mutualité, et des centaines de meetings locaux, plusieurs tournées en province.

« Nous avons exploité la faillite du Front populaire, poursuit Faucier, et le recrutement; la répression qui s'abat sur nous prouve que notre action est efficace. Nous avons fait tout ceci, malgré le petit nombre de nos militants et des responsables permanents de l'organisation. Notre position fut la bonne, puisque notre dernier meeting de la Mutualité réunit 4.000 personnes, alors que les fractions oppositionnelles en réussirent à peine 800 à Wagram sur le même sujet. Nous avons fait des fautes, nous n'avons pas toujours répondu à la propagande qu'on attend de nous, particulièrement en province, mais maintenant que nous nous sommes expliqués, nos camarades comprendront ces insuffisances matérielles.

« Notre influence grandit. D'ores et déjà, l'U. A. peut être considérée comme la seule force ayant une influence sérieuse pour entraîner le mouvement révolutionnaire.

Après l'audition du rapport moral, le Congrès passe à sa discussion.

Entre temps, le groupe du 1^{er} intervient pour un mandat contesté. Une discussion s'engage à la suite de laquelle le congrès décide que le groupe de Paris 1^{er} ne peut exiger d'être représenté par un élément dont l'activité personnelle a été mise en cause pour des faits se rattachant directement aux choses d'Espagne.

La Commission des mandats a ratifié toutes les autres délibérations.

Ridel (membre de la C. A. sortante) s'attache à plus particulièrement aux positions et à la forme de l'organisation qu'à son activité matérielle, incontestable.

« Il faut faire le point politique de notre organisation, dit Ridel. Durant un an, nous avons eu le vent en poupe. Mais notre force est aussi de dénoncer nos erreurs, de voir nos côtés faibles, de proposer des remèdes.

« Nous subissons beaucoup le poids du passé. L'anarchisme n'est pas un système philosophique. Il se situe dans l'espace et dans le temps. Il est un socialisme, un secteur du mouvement ouvrier.

« La structure aussi se ressent du passé; et il est nécessaire de réformer cette structure qui doit être plus large et plus cohérente à la fois. Il faut élargir la direction de l'U. A., ne plus laisser l'entièreté de responsabilité à 5 ou 6 militants. Il faut spécialiser les responsables dans un travail particulier, créer à la C. A. des commissions d'étude politique spécialisées dans un secteur de la propagande ».

Ridel appuie sur le manque de cohésion politique de la C. A. qui passe du « *Bravo Blum* » au mot d'ordre « *À bas le blocus* », qui amorce puis abandonne la campagne pour le Front révolutionnaire.

Il déplore la préparation insuffisante du congrès où ni discussions préalables, ni motions écrites n'ont pu éclairer les congressistes et leur permettre de situer leur position.

Martin (Brest), a étudié sérieusement le rapport envoyé aux groupes par la C. A. Il rend hommage à son activité.

Il regrette la décréditisation des comités anarcho-syndicalistes en qui le groupe de Brest a vu une possibilité de regrouper toutes les forces anarchistes de ce pays. Il manque d'éléments pour juger les raisons du départ de l'U. A. de ces comités. Il veut toujours espérer que le rapprochement n'est pas impossible entre les différentes tendances de l'anarchisme et qu'il faut y travailler.

Il regrette encore la participation des politiciens au meeting du *Vel d'Hiv*, où participèrent Cachin et Jouhaux.

Il aurait voulu qu'on permette dans le *Libertaire* d'exposer des positions sur l'attitude des camarades espagnols. « Nous voyons là, dit-il, une erreur ».

Servant (12^e J. A. C.) est d'accord avec le rapport moral développé par Faucier, et avec la nécessité d'écartier tout sectarisme de notre travail de solidarité et même de notre travail politique propre.

« Notre absence de sectarisme, dit Servant, nous raffile des éléments nouveaux. Il faut continuer notre travail avec tous les secteurs ouvriers, socialistes et communistes compris. Le meeting du *Vel d'Hiv* n'est pas une erreur, puisque derrière les noms de Cachin et de Jouhaux, il permet de réunir des ouvriers. Nous pouvons travailler avec tous les secteurs ouvriers si nous savons conserver nos buts prolétariens. Et s'il y a erreur des anarchistes espagnols, ce n'est pas d'avoir collaboré au gouvernement avec les secteurs politiques, c'est d'avoir pas conservé cette collaboration ».

Servant se prononce pour l'élaboration d'une charte, de statuts et d'un programme détaillés qui « normaliseraient ainsi l'existence de notre organisation ».

(La séance est suspendue à 12 h. 30).

Séance de l'après-midi

Ouverture de la séance à 14 h. 30.

Janier de Toulon, qui a été admis à titre auditif précise pourquoi lui et ses camarades ont quitté la F. A. F. dont le sectarisme est un obstacle à la solidarité envers les Espagnols.

Haussard donne lecture d'une lettre d'Espin (Pierre Ruff) de la C. A. sortante, critiquant fortement l'attitude de l'U. A. qu'il considère comme une très grande erreur et précisant son attachement intégral à la paix.

LES GROUPES D'USINES

Gaudin (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu. Il donne lecture d'un tract de la F. A. F. voulant baser son attachement à la paix sur l'adhésion à la paix.

Janier de Toulon, qui a été admis à titre auditif précise pourquoi lui et ses camarades ont quitté la F. A. F. dont le sectarisme est un obstacle à la solidarité envers les Espagnols.

Haussard donne lecture d'une lettre d'Espin (Pierre Ruff) de la C. A. sortante, critiquant fortement l'attitude de l'U. A. qu'il considère comme une très grande erreur et précisant son attachement intégral à la paix.

LES GROUPES D'USINES

Gaudin (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs. Nous savons limiter notre travail aux nécessités de la propagande anarchiste. Nous n'entreprendrons pas à notre compte un essai de colonisation des syndicats. Mais la propagande libertaire a ses nécessités. Il y a de moins de peine terrain que l'usine pour propager l'anarchisme aux ouvriers quoique destinés soit-disant à porter l'idée anarchiste dans les milieux pratiques.

Janier de Toulon, qui a été admis à titre auditif précise pourquoi lui et ses camarades ont quitté la F. A. F. dont le sectarisme est un obstacle à la solidarité envers les Espagnols.

Haussard donne lecture d'une lettre d'Espin (Pierre Ruff) de la C. A. sortante, critiquant fortement l'attitude de l'U. A. qu'il considère comme une très grande erreur et précisant son attachement intégral à la paix.

LES GROUPES D'USINES

Gaudin (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étrangers dont les éléments entendent à la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu.

Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines sont une partie du Parti Communiste des milliers de travailleurs.

Haussard (groupes d'usines et C. A. sortante), demande quelques préc

de L'UNION ANARCHISTE

Troisième journée

Président : Cam; assesseurs : Lacaze (Toulouse) et Martin (Brest).

La Solidarité Internationale Antifasciste

L'ordre du jour appelle la discussion sur la solidarité internationale antifasciste.

Lecoin (Comité pour l'Espagne libre), ouvre la séance. Il pense que le congrès devrait être unanime à approuver entièrement l'action du Comité pour l'Espagne libre. Lecoin rappelle que le Comité pour l'Espagne libre a été créé par l'Union anarchiste et que le plan d'action qui l'unit initialement présenté a été approuvé par la C.A.

Les meetings du Veil d'Hiv' notamment ont été dans leurs principes et dans leur forme admettant, avant même la constitution du Comité. « Nous voulons, dit-il, présenter un projet d'extension de ce Comité sur la base de la solidarité antifasciste. Quand il s'agit d'une action spécialement anarchiste, quand il n'est pas question de collaboration avec les partis, mais quand il s'agit de la solidarité envers un mouvement à bases multiples, comme celui de l'Espagne, alors c'est différent.

En Espagne, dès le premier moment, il y eut un front commun de nos camarades avec des organisations non anarchistes et même des gardes civils et gardes d'assaut. Là-bas il y avait bataille en commun contre le fascisme. En France donc, rien ne s'opposait à ce que la solidarité se plaçait sur le même plan. Mais il est bon de préciser que dans les meetings que nous organisions avec les partis, aucune condition ne fut posée par ceux-ci. Le Comité pour l'Espagne libre en avait la charge et la direction. Peut-on contester que finalement l'U.A. en ait recueilli le bénéfice?

Le Comité a envoyé pour plusieurs millions de vivres en Espagne (environ 100 camions de 4 tonnes) sans compter les « moyens de défense ». L'U.A. seule n'aurait pu faire ce travail. Le deuxième meeting au Veil d'Hiv' avec Companys fut organisé avec comme mot d'ordre

la lutte contre le blocus et l'ouverture de la frontière. L'U.A. a fait ainsi par le moyen du Comité pour l'Espagne libre ce qu'aucun parti ne pouvait faire. D'accord avec la C.N.T.-F.A.I., Lecoin obtint du P.S.U.C. et de l'U.G.T. que le parti communiste français et la C.G.T. participent au meeting. On se souvient que par un véritable coup de force Companys fut arrêté à la frontière par le gouvernement français.

Guyard. — On ne peut qu'apprécier le travail du Comité pour l'Espagne libre, mais il ne voudrait pas que son vote sanctionne « Ispo » le nouvel organisme qui va sortir.

Ridel approuve également le travail du Comité pour l'Espagne libre, mais regrette que les meetings du Veil d'Hiv' se soient déroulés sans mots d'ordre communs.

Faucier répond que le mot d'ordre commun était « Lutte contre le blocus » et que l'affiche éditée par le Comité portait ce mot d'ordre.

Martin (Brest) fait des réserves. Il n'est pas contre la collaboration avec des partis proches au point de vue politique, mais pas avec le parti communiste, car il estime qu'il est le seul bénéficiaire de l'action commune.

Rose (Stains). — On doit chercher appui à la base des partis politiques; de la sorte, le Comité pour l'Espagne libre a bien agi; et il rappelle l'affaire Ferrer qui fut organisée avec la collaboration de tous les partis et de toutes les organisations.

Huart. — Il est inévitable que dans des meetings pareils les orateurs expriment l'avis général de leur parti. Ce qu'il faut en retirer avant tout, c'est l'impression d'ensemble, et cette impression est incontestablement à notre bénéfice.

Lecoin répète que ce n'était pas là des meetings « anarchistes ». Cependant l'ordre du jour fut rédigé par des anarchistes. Toute la presse le publie. Et l'on vit Cachin faire un discours en faveur du rapprochement de l'U.A. T. avec la C.N.T. T.

Maintenant Lecoin passe à l'exposé de ce que sera la Solidarité Internationale Antifasciste dont les militants responsables d'ela C.N.T.-F.A.I., tels Federica Montseny, Herrera, ont demandé à ce Comité pour l'Espagne libre la création. Dans l'esprit de ses promoteurs, cet organisme international devra faire contrepartie aux organismes déjà créés sous l'égide des partis

vis-à-vis de nous, il faut être franc. On nous a dit qu'il n'y avait pas eu de révolution en Espagne. Il y avait une milice ouvrière, entièrement composée par les miliciens. Il y a eu les sérialisations, etc.

La F.A.I. a montré trop de loyauté. C'est à tort qu'elle accepta le partage des responsabilités sur un pied d'égalité avec les partis politiques et sans tenir compte des proportions numériques. Il y a eu une impréparation de la C.N.T.-F.A.I. vis-à-vis des événements du 19 juillet. Résultat : prisonniers de formules pérémorées, la C.N.T.-F.A.I. n'a pu s'opposer à ce qu'un gouvernement oppose au peuple sesata, en poix. En mai, le divorce entre la base et la direction de la C.N.T.-F.A.I. s'est accentué. L'intervention des ministres anarchistes empêche les milices de descendre à Barcelone. Le Comité régional empêche d'autre part qu'une action soit entreprise sur les armements qui parviennent de l'extérieur. Ridel fait ainsi le procès de la politique de guerre des staliniens et cite qu'en Aragon l'aviation soviétique refusa de marcher pour appuyer des colonnes de la C.N.T. qui fut cause d'un échec militaire. A son avis, il faut procéder à la critique du mouvement espagnol parce qu'il met en relief les défauts de tout mouvement anarchiste : pas de plan économique, pas de programme. La collaboration de classes et ministérialiste s'est révélée impuissante : il est fallu réaliser, dit-il, la menace de Durruti : « Prendre l'argent de la banque d'Espagne ». Ridel est d'accord avec Daurat : « Nous ne sommes pas antifascistes, mais anticapitalistes ». Ridel ne veut pas défendre les « partis » (C.G.T., S.R.F.A.F.), mais non plus les collaborationnistes.

La C.N.T. pouvait très bien envisager la lutte commune avec d'autres partis, mais pas dans le cadre bourgeois et s'il est impossible à la classe ouvrière de faire seule la révolution, alors la révolution est impossible.

Huart. — A entendre les critiques et accusations formulées de divers côtés, un sentiment honte l'envahi. Ce congrès se transformera-t-il en tribunal ? Sommes-nous si bien qualifiés pour juger ainsi nos camarades espagnols, avec tant de sévérité ? Le problème n'a pas été examiné sous tous ses aspects. C'est l'étranger que de le ramener à l'action des ministres. Il faut tenir compte des contingences économiques. La lutte du fascisme contre la démocratie a été dans le fond une lutte pour la conquête des matières premières détournées dans le monde par la France, l'Angleterre, les Etats-Unis. L'Espagne est un pays extrêmement riche en matières premières. De là, la convoitise de l'Allemagne et de l'Italie. Franco a pu ainsi bénéficier d'appuis extérieurs et de moyens énormes. On dit que la C.N.T.-F.A.I. ait dû prendre dès le début tout le pouvoir. Il y a tout de même ce « petit » fait : nos camarades étaient totalement dépourvus d'armes au 19 juillet. Dès lors, la collaboration avec les autres secteurs antifascistes s'imposait à eux, comme un dilemme de vie ou de mort : collaborer ou périr. De la déroute toute la politique étrangère qui ont dû suivre. Ils ont du jouer souvent la comédie mais est-ce à dire qu'ils ont abandonné leurs principes ? Non pas. On dit : « Les ministres ont trahi ». Aujourd'hui, dit-il, la C.N.T.-F.A.I. a enfin réalisé leur collaboration au gouvernement, gênant terriblement les partis politiques et la preuve c'est que tous les moyens ont été employés pour les élire. Maintenant, ils ne sont plus ministres. Est-ce que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes se sont pointé ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eurent pu instaurer le communisme libertaire. Mais comment de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasées.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Ayons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'à ce qu'il manque à nos camarades. Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. C'est-à-dire que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous

Ridel pour constater qu'une réforme de structure ne donnerait rien, puisqu'un esprit nouveau ne se révèle pas au Congrès. Il désapprouve l'intervention de Huart et tient à signaler son désaccord avec la façon de voir de celui-ci.

Juliot (C. A. sortante) ne voit pas d'obstacle à la rééligibilité des responsables. Il se déclare d'accord avec la motion de la Banlieue Sud.

Il rappelle les causes qui furent à l'origine du Congrès extraordinaire. Il eut voulu un débat plus ample sur l'Espagne.

Il souligne que, si l'expérience de la S.I.A. nécessite beaucoup d'efforts de la part des groupes et leur impose des devoirs, il est normal que ces groupes aient des droits de contrôle sur le S.I.A.

Bordier (Rouen) est pour l'unité anarchiste au sein de l'U. A. Tout militant anarchiste a sa place dans notre organisation. Il est d'accord avec Frémont et Huart et se déclare partisan du maintien des anciens statuts.

Le délégué des III^e-IV^e J.A.C. déclare que les propos de Frémont concernant la pénétration policière lui semblent maladroits.

Guyard (C. A. sortante) est d'accord avec Juliot. Il préconise un mode de Parrainage des nouveaux adhérents à l'U. A.

Mouysset (Annemasse, Chambéry, Thonon, Annecy), se situe nettement contre la F. A. F. dont les calomnies envers nos militants lui semblent justifier amplement sa position. Il est pour une carte obligatoire dans l'organisation.

Au nom des groupes qui l'ont mandaté, il insiste pour que la nouvelle C. A. prenne en considération une proposition tendant à créer un journal spécifiquement anticlérical, mieux présenté que « La Calotte », qui n'est plus un journal indépendant.

« A défaut, envisageons un autre moyen de lutter, mais il faut, de toute urgence, mener la bataille contre les curés et la religion. »

Chaumont pense que l'on a abusé des mots : minorité et majorité. D'accord avec Huart quant à son intervention sur le but de l'organisation, il approuve aussi Guyard sur le parcours des adhérents. Il demande à ce que l'on s'attache à la question paysanne et fait appel aux groupes pour que des liaisons sérieuses s'établissent entre Paris et la Province.

Sau (Mohamed, Aulnay-sous-Bois) croit qu'il n'est pas besoin de dissister sur l'unité d'action révolutionnaire. D'après lui, elle se fait et se fera purement et simplement, sans mots d'ordre.

Il pense néanmoins que tout rapprochement avec la F.A.F. est impossible : 1^o il n'existe réelle de cette organisation ; 2^o il dénonce l'activité toute de ragots de ses quelques adeptes. Puis Sau insiste pour que l'U. A. intensifie la lutte pour la défense des travailleurs indigènes, trahis par le Parti communiste et le Front populaire tout entier.

J.A.C. de Toulouse pense que, malgré l'effectivité d'organisations telles que la F.A.F. et la C.G.T.S.R., l'U. A. doit éviter de croiser plus profondément le fossé qui nous en sépare. Il sait bien que tout travail commun est impossible, mais il demande à tous de faire au moins abstraction des dissenssions personnels.

Brégeot (Colombes) pense que nous devons tout mettre en œuvre pour apporter au prolétariat d'Espagne la solidarité du peuple de France. Il se réjouit donc de l'initiative de la S.I.A. et déclare que nous n'avons pas à condamner notre activité anarchiste, ni notre solidarité.

En substance, son groupe propose : 1^o Une Commission de propagande ; 2^o L'édition d'une brochure générale ; 3^o L'envoi par la C. A. de schémas de causeries aux groupes ; 4^o Un contrôle sur les nouveaux venus.

Berger (Banlieue Sud) explique la motion qu'a déposée son groupe. Il se déclare 100 % d'accord avec la ligne suivie par la C. A.

Il pense que l'on doit discuter avec les bons éléments de la F.A.F.

Le délégué de Villeneuve s'affirme adversaire de la carte obligatoire.

Huart (Toulouse) demande pourquoi les groupes J.A.C. ont un mandat et le droit de vote au Congrès, au même titre que les groupes U. A. Cette situation lui semble anormale.

Madraperla (La Courneuve) explique que, dans certains groupes, beaucoup de camarades sont étrangers et que le port d'une carte anarchiste peut leur être préjudiciable. Mais il tient à dire que si, dans son groupe, tous les adhérents n'ont pas la carte, les cotisations de tous ont toujours été payées régulièrement à l'organisation.

Durand (Antony) pense que la carte est très utile, ne serait-ce que pour éloigner les simples curieux.

La commission rejoint en éance et Haussard donne lecture du texte publié dans le dernier numéro. Monteil et Giancoli maintiennent leur opposition sur le principe de la non rééligibilité.

Ringeas (C. A. sortante) : « Si, à nouveau, nous devons nous distinguer, entre partisans et adversaires de la carte, je déclare en être partisan. Mais, à mon sens, la carte n'est pas un principe positif d'organisation ; elle n'en est que l'application papierasse. Le principe positif, c'est la cotisation régulière obligatoire. »

Puis, répondant à Huart, au sujet des groupes J.A.C., Ringeas explique comment quelques camarades ont constitué, au sein de l'U. A., de

vant les événements de l'année dernière, la Fédération de la Jeunesse anarchiste-communiste, dont il est secrétaire.

C'est le moyen que nous a paru le plus propre à rassembler des jeunes autour des mots d'ordre de l'Union Anarchiste.

Il souligne les résultats obtenus par l'action de la Fédération J.A.C. et, devant le manque de temps, il s'engage à poser le problème soulevé par Huart à la Commission fédérale de la J.A.C., puis ensuite dans une séance commune de cette Commission et de la C. A. de l'U. A.

Frémont présente la liste des candidats à la C. A. et on passe au vote.

Il est acquis par unanimité moins deux voix et 6 abstentions.

Le délégué de la Fédération des groupes espagnols en France remercie l'U. A. pour l'aide qu'elle apporte à l'Espagne. Il pense que la S.I.A. ne sera lancée plus efficacement par un centre d'exploitation de petites gens tout comme un gros château.

Mais ce n'est pas tout, le « démonstrateur » appelle à son secours maintenant la Révolution française et le rôle qu'y joueraient les curés de campagne :

« Plus près de nous encore, en 1789, n'est-il pas vrai que les pauvres curés de village accusés à la cause du peuple de France, ont accéléré la marche de la Révolution en se joignant aux délégués du Tiers Etat, en déclinant ainsi, au lieu du vote par Ordre, le vote par tête favorable aux représentants du peuple, en permettant la proclamation de l'Assemblée Nationale Constituante. »

Il serait facile de rétorquer à Thorez en lui demandant si, par hasard, il n'a jamais entendu parler de la Vendée, de la Chouannerie, et sous la Restauration, de la Terre blanche, qui désola le Midi de la France sous la conduite spirituelle du clergé.

Contentons-nous de rappeler la vérité sur la matérialité du fait invoqué par Thorez, en citant une autorité qu'il ne récusera pas : Mathiez (La Révol. française), citant Mallet du Pan, écrit : « Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme et de la Constitution ; c'est une guerre entre le Tiers-Etat et les deux autres ordres ». Plus loin (page 52) : « ... le 19 juin, après des débats violents et à une petite majorité (149 contre 137) l'ordre du clergé décidait de se révolter au Tiers. » En lisant l'Histoire de la Révolution, on s'aperçoit que les « débats violents » n'étaient que querelle de boutique et lutte pour les priviléges, et que la « réunion au Tiers » de la petite majorité du clergé ne fut pas de bien longue durée (l'exception d'ailleurs confirmant la règle, il y en eut) ; plusieurs nobles aussi se rallièrent au Tiers, mais l'alliance ne dura guère.

Faut-il rappeler, par contre, que le clergé se dresse presque tout entier et avec quelle violence ! quand la Constitution civile du clergé supprime le casuel ? Quant au nombre des ecclésiastiques qui préfèrent servir, il fut si minime qu'il fallut prendre des mesures exceptionnelles pour recruter de nouveaux desservants.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epître aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir ». On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand' chose et qui touche sa paye intégralement, etc., etc. Tout cela ne rime à rien.

M. Loisy, célèbre exégète, ancien professeur d'histoire des religions au Collège de France, écrit, dans la *Naissance du Christianisme* (p. 17-18) : « ... la seconde (épître) aux Tessaloniens (celle citée par M. Thorez) est, pour le principal, une dissertation théologique sur les conditions du grand avénement ; elle n'est pas écrite pour l'instruction d'une communauté particulière, mais plutôt pour dissiper une inquiétude assez générale de la pensée chrétienne touchant la parousie (1) du Seigneur, impatiemment attendue et toujours retardée. Le soin que prend l'auteur (Paul), en terminant, de déclarer sa signature authentique, la rend plus suspecte. »

Dans une brochure datant de 1917 (*Mors et Vita*), le même historien écrit (p. 60) : « ... c'est uniquement par des artifices d'interprétation que l'on peut tirer des discours attribués au Christ une réglementation ou des principes spéciaux de direction pour la conduite de l'homme et du citoyen dans la société moderne. » Et les mêmes artifices peuvent servir pour les discours « attribués » à Paul.

Mais voilà maintenant notre Thorez qui compare Léon XIII à Marx et Engels. Il paraît que l'Encyclique *Rerum Novarum* dénonce le mal de l'oppression économique « presque dans les mêmes termes que le Manifeste Communiste ». Peut-être, mais dans quel but ? C'est M. Guignebert, professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne, que l'ai cité plus haut, qui va nous le dire. Il écrit dans son ouvrage : *Le Christianisme médiéval et moderne* (p. 289-290) : « Il y aurait grande imprudence à juger des doctrines ecclésiastiques de Léon XIII d'après la légende exécutive du pape « socialiste et républicain », édifiée mal à propos sur deux de ses Encycliques : « *Rerum Novarum* », sur la condition des ouvriers (1891) et « *Inter Innumeris* » (1892) sur le ralliement des catholiques français à la République. Lorsqu'on prend la peine d'examiner ces documents, la légende s'effondre. L'encyclique « *Rerum Novarum* » porte en réalité condamnation du socialisme et s'inspire des organisations syndicales tout juste assez pour tracer le plan d'une organisation catholique du travail ; et c'est toujours selon l'esprit de l'Eglise, esprit d'autorité, esprit d'ordre et de condescendance pour les forts, qu'elle prétend régler les rapports du travail et du capital. La charité chrétienne, la recommandation de l'amour fraternel, réciprocité et de la mutuelle condescendance n'appartient qu'un tempérament, d'ailleurs, de style, à des déclarations fort hostiles à l'ac-

tion ouvrière, même pacifique, par la coalition et la grève. »

On voit que comme mise en boîte, c'est plutôt réussi.

Enfin Thorez reprend à son compte la formule d'un curé sur la charité :

« L'entente dans l'ordre de la charité n'est possible, a écrit quelque part un prêtre catholique. C'est le but essentiel de notre politique de la main tendue, préciserons-nous. Nous entendons même le terme « charité » au moins dans le sens large « d'amour du prochain ». »

La charité pour les communistes, c'est la vieille règle de solidarité humaine : « *Un pour tous, tous pour un* ». Et là-dessus les « cadres » d'éclater en un tonnerre d'applaudissements.

La phrase est belle, mais ce n'est qu'une phrase. Il est regrettable que ce soient des anarchistes, grands amateurs de phrases, comme le sait tout bon communiste, qui doivent le rappeler.

D'après Thorez, Lénine a écrit que « pour clamer la guerre à la religion, comme tâche politique du Parti Ouvrier, n'est qu'une phrase anarchiste ».

D'abord, en fait de phrases, qu'est-ce que ces messieurs peuvent nous rendre comme points ! Puis les anarchistes ne conçoivent pas, n'ont jamais compris la lutte antirévolutionnaire. Les capitalistes n'ont pas compris la lutte révolutionnaire. Ensuite nous inviterons Thorez et consorts dans les régions où la religion est toute puissante, et, s'il était possible qu'il leur restât encore un atome de sincérité, qu'ils osent maintenir que leur tentative de rapprochement avec les meilleures agents spirituels de la domination économique n'est pas le plus formidable hourras de crânes qui se soit jamais vu dans un parti dit « ouvrier ».

Mais nous n'avons pas cette dernière illusion. La politique de la main tendue aux Croix de Feu n'a qu'un but : l'union sacrée pour de futurs massacres.

Tout le reste n'est que littérature...

ERNEST LOUIS.

“La main tendue aux catholiques”

(Suite de la 1^{re} page.)

Plus loin, Thorez compare les bâtisseurs de cathédrales aux... « stakhanovistes » !

Après tout, il a peut-être raison, s'il veut parler de la classe privilégiée pour qui les cathédrales étaient comme autant de siennes tangibles d'un pouvoir non seulement spirituel, mais temporel. Ce n'est que trop vrai alors, à cette époque de scandale où l'Eglise est triomphante, et où nous dit Ch. Guignebert « une grande abbaye est un centre d'exploitation de petites gens tout comme un gros château ».

Mais ce n'est pas tout, le « démonstrateur » appelle à son secours maintenant la Révolution française et le rôle qu'y joueraient les curés de campagne :

« Je viens de téléphoner à Valence pour y faire connaitre les résultats heureux de votre Congrès, et je puis vous assurer que, dès demain, toute la région de Valence en sera mise au courant par la diffusion de nos quatorze journaux régionaux.

Malgré quelques discussions mouvementées, j'ai nettement ressenti les sentiments qui vous animent tous, l'effort et le travail accompli par l'U. A. pour nous. Je ne puis que vous remercier encore pour votre intervention constante et solidaire dans les événements d'Espagne. »

Il serait facile de rétorquer à Thorez en lui demandant si, par hasard, il n'a jamais entendu parler de la Vendée, de la Chouannerie, et sous la Restauration, de la Terre blanche, qui désola le Midi de la France sous la conduite spirituelle du clergé.

Contentons-nous de rappeler la vérité sur la matérialité du fait invoqué par Thorez, en citant une autorité qu'il ne récusera pas : Mathiez (La Révol. française), citant Mallet du Pan, écrit : « Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme et de la Constitution ; c'est une guerre entre le Tiers-Etat et les deux autres ordres ». Plus loin (page 52) : « ... le 19 juin, après des débats violents et à une petite majorité (149 contre 137) l'ordre du clergé décidait de se révolter au Tiers. » En lisant l'Histoire de la Révolution, on s'aperçoit que les « débats violents » n'étaient que querelle de boutique et lutte pour les priviléges, et que la « réunion au Tiers » de la petite majorité du clergé ne fut pas de bien longue durée (l'exception d'ailleurs confirmant la règle, il y en eut) ; plusieurs nobles aussi se rallièrent au Tiers, mais l'alliance ne dura guère.

Faut-il rappeler, par contre, que le clergé se dresse presque tout entier et avec quelle violence ! quand la Constitution civile du clergé supprime le casuel ? Quant au nombre des ecclésiastiques qui préfèrent servir, il fut si minime qu'il fallut prendre des mesures exceptionnelles pour recruter de nouveaux desservants.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epître aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir ». On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand' chose et qui touche sa paye intégralement, etc., etc. Tout cela ne rime à rien.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epitre aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir ». On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand' chose et qui touche sa paye intégralement, etc., etc. Tout cela ne rime à rien.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epitre aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir ». On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand' chose et qui touche sa paye intégralement, etc., etc. Tout cela ne rime à rien.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epitre aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir ». On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand' chose et qui touche sa paye intégralement, etc., etc. Tout cela ne rime à rien.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescoussse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epitre aux Thessaloniens : « Le communisme a repris l'exhortation de Saint-Paul : Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi éblouir des prolos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas

PARIS-BANLIEUE

PRENDRE NOTE

Dorénavant, toutes les communications de Paris-banlieue et Voix de Province devront être adressées à ROLLET au *Libertaire*. Comme par le passé, elles devront parvenir avant le lundi midi et être timbrées du Groupe.

(N'écrire que d'un seul côté de la feuille et à l'encre.)

XI-XII^e

Depuis quelques mois ces deux arrondissements subissent les assauts d'une rude propagande anarchiste et révolutionnaire.

Deux groupes de la J. A. C. se sont attelés à cette tâche particulièrement ardue pour les jeunes.

Les résultats ont été cependant satisfaisants car à la vente régulière du *Libertaire*, quatre réunions publiques et contradictoires furent organisées réunissant jusqu'à 80 personnes.

Mais ceci ne nous suffit pas : le vieux faubourg Saint-Antoine a tradition révolutionnaire et le quartier de la Bastille ainsi que tout le XI^e et tout le XII^e uniquement prolétariens doivent reprendre un visage frondeur et redevenir le centre révolutionnaire de la région parisienne.

A cet effet, un groupe U. A. doit se créer au cours de la réunion publique du vendredi 12 novembre, au 6, rue Saint-Bernard.

Que tous les révolutionnaires, anarchistes, anarcho-syndicalistes libertaires se fassent un devoir d'assister à cette réunion ou sera traité : le rôle de l'Union anarchiste.

Devant la trahison des partis politiques, nous espérons que pas un seul lecteur du *Libertaire* sentant la nécessité d'un regroupement révolutionnaire pour faire face à l'Union sacrée, ne s'abstindra.

Donc, camarades à vendredi 12 novembre.

Groupes J. A. C. des 1^{er} et 12^e.

XX^e

Le groupe de l'U.A. du 20^e prévoit tous ses adhérents et sympathisants que dorénavant le groupe se réunira tous les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois. Une causerie éducative sera organisée à chaque réunion pour détourner de l'argent au détriment de l'organisation, et d'avoir fait appel à la police municipale lorsque des comptes lui furent demandés par notre camarade Collin.

Le Groupe de Commentry.

Convocation

Le Comité de l'Evéil Anarchiste rappelle à tous ses membres, que notre réunion de groupe aura lieu le 17 novembre, à 20 h. 30.

Chacun sait que cette séance est d'une extrême importance, et qu'aucune abstention ne doit avoir lieu.

Les sympathisants y sont cordialement invités.

Le groupe fait un pressant appel aux groupes d'Autun, Langres, Dole, St-Claude, ainsi qu'aux isolés de la Côte-d'Or et environs, afin qu'ils se mettent le plus vite possible en relation avec Dijon.

Pour tous renseignements, voir adresse Vie de l'U.A.

L'Evéil anarchiste.

LE MANS

Tous les camarades du groupe libertaire du Mans, les Amis de la « Patrie Humaine », les anarcho-syndicalistes, les copains libertaires et tous les sympathisants sont amicalement conviés à assister à la réunion du groupe, qui aura lieu le jeudi 18 novembre 1937 à 18 heures très précises, salle 15, Maison Sociale, place d'Arcole, Le Mans.

Objet : Compte rendu et impressions du Congrès de l'U.A.

Le Secrétaire du groupe manceau.

PERPIGNAN

FÉDÉRATION DES COMITÉS ESPAGNOLS D'ACTION ANTIFASCISTE EN FRANCE AU SECOURS DE MADRID

Camarades antifascistes,

Madrid ! L'héroïque cité qui, de toutes ses forces, résiste au fascisme depuis déjà un an ! Madrid où la vie s'écoule dans l'épouvante infernale d'un bombardement aveugle et féroce qui, jour et nuit, pilonne déclassablement la cité martyre ! Madrid où des femmes, des enfants, des vieillards ont froid, ont peur !

Madrid appelle au secours...

Madrid a besoin de vous !...

L'hiver approche, aggravant les rigueurs de la guerre. L'Espagne voit, avec une terreur chaque jour plus grande, se raréfier les aliments les plus nécessaires, les plus indispensables à la vie : nos frères manquent de pain, leurs petits enfants vous demandent du lait ! Toute l'Espagne évoque en tremblant le spectre hideux de la famine !

Restez-vous indifférents à la misère humaine provoquée par la criminelle agression des troupes qui vous connaissent ?

Nous sommes sûrs du contraire ; nous sommes persuadés que vous répondrez à notre appel. Nous Fédération qui a déjà tant fait, avec votre aide, pour secourir nos frères espagnols en lutte contre la barbarie et pour la liberté du monde, a l'intention d'organiser, dans un mois environ, un grand convoi de vivres pour Madrid. Si vous le voulez, ce ne sont pas seulement quelques wagons, mais des dizaines de wagons, des trains complets même qui partiront en votre nom pour le Front de la Liberté.

Nous déisons, en plus des marchandises que nous acheminerons en grande quantité avec les souscriptions reçues, pourvoir envoyer un grand nombre de colis pour militaires et familles. Que tous ceux qui ont, soit un de leurs militaires sur le front de Madrid, soit une famille restée dans l'héroïque cité, nous adressent un ou plusieurs paquets contenant des denrées non périssables (sucre, lait, légumes secs, chocolat, etc.) nous prenons ici l'engagement formel de faire parvenir tous ces colis en bon état à leurs destinataires.

Camarades antifascistes,

Au travail !... L'œuvre pour Madrid qui sera, si vous le voulez — et nous le voulons tous — le tombeau du fascisme.

LE COMITÉ NATIONAL.

Adresser la correspondance à Cutzach Emile, Boite postale 9, Perpignan.

Les fonds, à Cutzach Emile, C/C postal 237-83, Montpellier, et les colis à domicile, Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste, ancien hôpital militaire, rue Maréchal-Foch, Perpignan. Joindre 5 francs en timbres pour frais de transports par colis de 10 kg. pour les familles. Le transport des colis pour les militaires est gratuit.

N.B. — Notre service par camion continue une ou deux fois par semaine.

SAINT-ETIENNE

C'est dimanche 14 décembre, que nous ferons une grande réunion d'information ouverte à tous les lecteurs du *Libertaire*, à tous les sympathisants, avec le concours du camarade Prévert, secrétaire de l'Union Anarchiste. Que tout le monde fasse son possible pour y assister ; après la réunion, une discussion suivra. Un appel est fait spécialement aux jeunes pour la création d'une jeunesse anarchiste.

Cette réunion aura lieu le dimanche 14 novembre, à 9 heures précises du matin au Cercle de l'Entraide, 21, rue Pointe-Cadet (au fond du couloir), St-Étienne.

Le Groupe.

Révolutionnaires de Villeurbanne

GRAND MEETING

VENDREDI 12 NOVEMBRE

A 20 h. 30, au Tout va bien, place Grand-Clément.

OU VS le Front Populaire ?

Orateurs : Gesbron, Lavorel et Frémont. Prière à tous de venir nombreux !

TRELAZE

Comité d'aide aux réfugiés espagnols

Ainsi qu'il a été signalé dans la presse, le maire de Trelaze, soutenu par toutes les organisations ouvrières de cette commune, s'est refusé à laisser rapatrier les femmes, enfants et vieillards, réfugiés à Trelaze, au nombre de 47.

Depuis, c'est la population tout entière qui, par des collectes, dons, assure la subsistance des malheureuses victimes de la guerre civile espagnole. Mais la charge assumée est lourde, et les sacrifices consentis insuffisants, pour permettre au Comité d'assurer dans les mois à venir, une vie exemplaire de soucis matériels à ces réfugiés.

Aussi, le Comité lance-t-il un appel pressant aux gens de cœur en leur demandant d'envoyer leur obbole. Les dons peuvent être adressés à la Mairie qui accusera réception des sommes reçues.

Si nous fallait encore des preuves de votre jésuitisme, de votre fourberie et de votre incapacité administrative, nous les trouverions dans vos comptes rendus de mandat.

Un Mal-ot.

VOIX DE PROVINCE

COMMENTRY

Mise en garde

Le groupe de Commentry tient à signaler aux individualités et groupes de l'U. A. que le nommé Chazard est exclu du groupe pour avoir détourné de l'argent au détriment de l'organisation, et d'avoir fait appel à la police municipale lorsque des comptes lui furent demandés par notre camarade Collin.

C'est dans le Comité, Le Maire, président.

ST-ETIENNE (Groupe Ascaso-Durruti)

Les événements, qui marchent à une allure vertigineuse, exigent, de la part de tous les militaires, que chacun prenne ses propres responsabilités, que chacun définisse sa position vis-à-vis des circonstances qui se présentent, que tous s'unissent pour rechercher en plein accord les moyens de faire face à toute éventualité et que l'effort de chacun contribue à ce que l'avant-garde révolutionnaire devienne capable d'avoir une prise sur les événements.

C'est dans le but de faire partie de l'Ascaso-Durruti qu'il faut organiser périodiquement des grandes réunions, où tous les camarades, tous les sympathisants et les lecteurs de notre presse sont vivement invités à y prendre part.

Des orateurs s'adresseront les questions les plus variées et une libelle discussion s'ensuivra, mais, harmonieusement, chacun pourra apporter son point de vue ; chacun pourra soulever des questions, se renseigner et ensuite apporter son conseil au travail à accomplir.

La présence de tous les camarades et sympathisants est vivement sollicitée, afin de mettre en évidence que les forces de la Révolution ne sont pas mortes. Pour le groupe : Hérachito.

LA VIE DE L'U.A.

Réunion de la Commission administrative lundi 15, à 20 h. 30, au *LIBERTAIRE*. Tous les camarades nommés par le congrès devront être présents.

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le *JOEUR*, *L'HEURE*, *LE LIEU*, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

1^{er} et 11^e — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

III^e et IV^e — Tous les jeudis, à 20 h. 30, Café de l'Homme armé, 44, rue des Archives.

V^e et VI^e — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 45, rue Mouffetard, 2, rue Broca.

IX^e — A partir du 17, réunion tous les mercredis à 20 h. 30, rue Cadet.

XI^e — Réunion publique, vendredi 12 novembre, à 20 h. 30, à la Petite Chope, 6, rue Saint-Bernard.

XII^e — Tous les mardis, à 20 h. 30, rue Crétien, au local, Permanence tous les dimanches matin.

XIV^e — Tous les vendredis, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

XV^e et XVI^e — Tous les mercredis, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 2, rue Drouin.

XVII^e — Tous les mardis, à 20 h. 30, à la Petite Chope, 6, rue Lebœuf.

XVIII^e — Tous les vendredis, à 20 h. 30, rue Esquel, au local, Permanence.

XIX^e — Correspondance pour le Groupe à Châtelier, Joseph, rue Jeanne-d'Arc, Aimargues (Gard) et pour les fonds à Chateillan, rue des Lavoirs.

FÉDÉRATION LYONNAISE. — Le C. I. se réunit les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, sur convocation du secrétaire. Pour tout ce qui concerne la Fédération, Est s'adresse à Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons, à Lyon.

LYON-VILLE. — Femmes Libertaires, 212, rue Crétien, Lyon-Ville.

VILLEURBANNE. — Tous les dimanches une permanence fonctionne de 10 h. à 12 h. 64 et 66, rue du 4-août.

MARSEILLE-LES CAMOINS. — Tous les lundis à 20 h. 30, à l'Archevêché, Les Camoins.

MONTPELLIER. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion au siège, bd Bonne-Nouvelle.

NANCY. — Tous les 1^{er} et 3^e mercredis du mois, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 2, rue Drouin.

NANTES. — Études Sociales, Francisco Ferrer, 33, rue Jean-Jaurès, le premier et le dernier lundi de chaque mois.

MARSEILLE-LES RECLUS. — Tous les vendredis à 20 h. 30, au local, habitation.

OUILLINS. — Tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

PERTHUS (Vaucluse). — Le « Libertaire » est en vente chez le camarade Chanevas, café des Négociants.

ROUEN. — Au comité de propagande anarcho-syndicaliste, 70, rue Barberis. Permanence tous les soirs de 6 à 9 heures et le dimanche matin.

NIMES. — On trouve la presse anarchiste au Tabac, 76, bd Gambetta, en face des Casernes.

ORLEANS. — Toutes les semaines au lieu habitation, à 20 h. 30, à l'angle de la rue de l'Orme et de la rue de l'Orme.

OUILLINS. — Tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

PERTHUS (Vaucluse). — Le « Libertaire » est en vente chez le camarade Chanevas, café des Négociants.

ROUEN ET ENVIRONS. — S'adresse à Lingé, 10, rue Fénelon.

ROUEN. — Pour le groupe, s'adresse à Thébaud, 1, rue Ecuylère, Rouen.

ST-CLAUDE. — Tous les samedis de 10 à 12 h. 64, salle des bains-douches.

SAINTE-FONS. — Tous les jeudis, Salle des Fêtes Correspondance à Lortholat, chez Jouannin, rue des Béguines.

ST-ETIENNE. — Le « Libertaire » est en vente chez César, Place du Peuple ; Bonnet, Place du Peuple ; Berger, Place Bellevue, Bureau de Tabac, 4, rue St-Antoine Dufour.

SAUMUR. — Tous les 1^{er} et 3^e mardi de chaque mois.

SETE. — S'adresse à Fabre Louis, restaurant Marseillais, 25, rue du Pont-Neuf.

TOULON. — Tous les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

TOULON. — Tous les lundis, 17, rue de la République, 11, à 20 h. 30, à la Mairie.

Le monde renversé

Pendant qu'on parle aux ouvriers de la "pause"

les patrons déclarent vouloir résister jusqu'à l'insurrection

Ne serait-ce pas plus logique d'inverser les rôles ?...

Le libertaire syndicaliste

« Nous irons même jusqu'à l'insurrection... »

Signe des temps ! Ce n'est pas dans un meeting cégétiste, politique ou anarchiste que cette phrase a été prononcée, mais dans une réunion des patrons métallurgistes de la région parisienne.

Merci patrons ! Merci d'avoir — à ceux qui croyaient possible qu'il puisse exister, de vous à nous des possibilités de collaboration, des possibilités de règlements de conflits par la voie arbitrale — merci de leur avoir montré qu'ils étaient dans l'erreur.

« Jusqu'à l'insurrection ? » D'accord avec vous. Mais surtout, ne faites pas comme nous, l'insurrection fait chaque fois que le prolétariat enflait la voix, ne faites pas ce que vous avez fait en 1906, en 1920, en 1936.

Ne fîtes pas le camp. Restez là cette fois. Vous aurez, nous aurons une belle occasion de régler nos comptes. Vous voulez nous écraser ? Allez-y. Nous voulons, nous, appliquer intégralement le programme syndicaliste. Mais il faut que vous restiez ici et que vous alliez JUSQU'A L'INSURRECTION. Et surtout, n'oubliez pas que le but principal de la C.G.T. est : LA SUPPRESSION DU PATRONAT. Entre vous et nous, l'explication ne peut manquer d'être intéressante.

Seulement, vous ne resterez pas là. Vous n'irez pas « jusqu'à l'insurrection ». Vos grands cris, vos motions, vos menaces de sanctions, autant de boniments sans consistance. Vous voudrez sans effrayer, vous ne réussirez qu'à nous faire rire.

Vous avez peut-être entendu dire qu'à la réunion des responsables des usines, beaucoup étaient opposés à la grève, et vous en avez déduit qu'il y avait manque de combativité et que vous pouviez charger à fond.

Erreurs patrons ! Erreurs. S'il y eut opposition à la grève d'une journée ou d'une heure, c'est

parce que beaucoup de délégués trouvaient qu'elle était trop tardive et trop limitée dans sa durée et dans ses buts. Beaucoup trouvaient que le Comité Central avait eu tort d'accepter la sentence arbitrale ; que le bureau syndical avait eu tort d'attendre quatre mois et demi cette sentence.

La décision de grève d'une heure pour mercredi a été prise. Elle sera unanimement appliquée, que ça vous plaise ou non. Quant aux pour nous, l'occasion de dénoncer l'arbitrage, de refuser vos mesquines augmentations et d'exiger tout ce que la pause nous a fait perdre. Et si vous refusez, nous prendrons tout. Il faudra faire que nous en arrivions là. Mieux vaut tout de suite que plus tard.

« Jusqu'à l'insurrection ? » Ce mot résonne mal dans vos gueules de mercantis. Ne vous emballiez pas trop sur l'exemple de Franco. Vous pourrez y laisser des plumes. La révolte des ventres dorés ? Sans blague !

Un des mots d'ordre de la grève de mercredi l'aide à apporter à l'Espagne. Froidéval y voit un mouvement politique. Je ne comprends pas bien. Nous aussi estimons que la question de l'aide à nos camarades espagnols n'avait rien à faire ici. Mais pas pour les mêmes raisons que Froidéval. Singulière conception du syndicalisme que celle qui prétend en limiter le but à l'obtention de quelques avantages d'ordre matériel dans le cadre de la société capitaliste. La question espagnole doit passer, pour nous, avant toutes les autres. Surtout au moment où s'avère totale la faillite des Etats ou des gouvernements étiquetés « démocratiques ».

Entre Franco qui, avec l'aide des gouvernements fasciste et hitlérien, fait peser une menace sur « leurs patries », et les ouvriers espagnols dont la victoire serait dangereuse pour leurs intérêts de « classe », les démocraties n'ont pas hésité : elles sont avec Franco. Et nous n'aurions pas le droit, sous prétexte que c'est faire de la politique, de nous porter de toutes forces aux côtés de nos camarades d'Espagne ? Ce n'est pas seulement un droit, c'est un impérieux devoir. La neutralité équivaut à la complicité. Attaquée par tous les fascismes, attaquée par le capitalisme international, abandonnée (pour ne pas dire trahie) par les soi-disant démocraties, la classe ouvrière espagnole ne peut compter que sur l'aide du prolétariat international. Et on lui mandera cette aide sous le prétexte que le syndicat ne doit pas faire de politique ! Triste ! Eh bien ! non. Ça nous regarde l'aide à apporter au peuple espagnol. Je dirai même que c'est surtout nous qui la regardons. Car les partis politiques dits d'extrême gauche ne veulent, eux, rien faire. S'ils désiraient sincèrement l'ouverture de la frontière, ils refuseraient leurs votes au gouvernement qui ne peut pas considérer le gouvernement espagnol comme le seul régulier et rétabli les relations commerciales avec lui. Mais tout le reste : boycott des fascistes, achat et envoi d'armes et de matériel aux travailleurs espagnols, et tant d'autres choses, est-ce que tout cela ne relève pas du syndicalisme et de la solidarité internationale des travailleurs ? Et puis, même si c'était de la politique ?

Quand on admet la présence de la C.G.T. dans le rassemblement populaire, on n'a guère le droit de se montrer aussi pointilleux sur l'indépendance du syndicalisme.

Le mouvement syndical

DANS LE LIVRE PARISIEN

Le congrès de délégués d'ateliers de la R. P.

Une très importante manifestation de base s'est produite ces jours derniers dans le livre parisien. Le Comité Intersyndical avait convoqué un congrès de tous les délégués d'ateliers de la région parisienne. Les questions professionnelles portaient sur l'apprentissage, l'embauchage et le débauchage, les congés annuels, et surtout sur le salaire national par l'obtention de conventions régionales synchronisées et unies sur la base des indices régionaux, de manière à éviter le décalage croissant des salaires entre la région parisienne et la province.

Une motion sur l'Espagne pour l'unité U. G. T.-C. N. T. et contre le blocus

En outre, notre camarade Jean Biso a présenté une motion sur l'Espagne qui a été votée à l'unanimité.

Le Congrès des délégués d'atelier du livre parisien, réuni à la Grange-aux-Belles, les samedis 6 et 7 novembre 1937.

« Envie l'expression de sa sympathie la plus agissante à la classe ouvrière espagnole en lutte contre Franco et le fascisme international. »

« Souhaite ardemment l'unité entre les deux grandes centrales syndicales l'U.G.T. et la C.N.T., union qui galvanisera la classe ouvrière espagnole, sera le facteur décisif pour précipiter la déroute des bandes fauchées internationales. »

« Exige que le gouvernement français rouvre la frontière pyrénéenne pour permettre la liberté légitime de ravitaillement en toutes matières et en armes aux antifascistes espagnols. »

Le congrès aura une suite le 28 novembre et il sera discuté de la procédure de conciliation et d'arbitrage que plusieurs délégués ont l'intention de dénoncer catégoriquement.

• • •

DANS LA SELLERIE

LE GOUVERNEMENT SI SEVERE ENVERS LES OUVRIERS DE NATIONALITE ETRANGERE SERAIT-IL AUX ORDRES DES PATRONS ETRANGERS

Des militaires d'avant la guerre peuvent se souvenir du nommé Schulman, réfugié politique qui, alors qu'il était ouvrier riveur en maroquinerie, menait la lutte contre le patronat et le Gouvernement français.

Ce Monsieur, tel l'âne de Buridan semblait avoir eu de la difficulté à choisir entre le capitalisme, le communisme, ou l'anarchisme.

Après diverses affaires de maroquinerie, et un séjour de deux années au pays des Soviets où il se retrouva dans une autre affaire d'atelier, avec son triste beau-frère et associé Kressed.

Il se distingue par une exploitation honnête de la main-d'œuvre. Les quarante-huit heures il est entendu que l'on s'en fiche, l'inspecteur du travail leur rappelle pourtant qu'ils sont en France en leur flanquant une série de contraventions.

Vintrent les événements de juin qui permirent de constater que dans cette maison tous les records de bas salaires étaient battus. C'est assez dire que l'âge de délégué dans la maison n'était pas de tout repos. Tous les patrons français réunis dans la chambre syndicale patronale intéressée (environ 35) n'ont pas toléré autant de violations de la Convention collective que ces Messieurs.

Et pour combattre tout cela le licenciement du délégué d'atelier s'imposait; chose faite sous prétexte des plus contestables, poussant ainsi les ouvriers à la grève qui est effective depuis le 28 octobre; d'autre part comme dans toutes les histoires, nous allions écrire de brigands, appartenir un troisième larron; en l'espèce la surveillance dont tout le mérite se traduit par une complicité d'un genre spécial à l'égard de son patron auquel s'ajoute une haine maladive à son égard du personnel ouvrier.

Le plus regrettable est qu'à dans cette maison qui emploie pour la plupart des jeunes filles mineures circulent des bruits susceptibles d'alarmer à juste titre les familles intéressées.

Tout ceci en conclusion laisse à penser que la police est bien mal inspirée en déployant un tel zèle à défendre par un déploiement de force une si mauvaise cause.

Le Syndicat de la Sellerie.

DANS LE BATIMENT

LA SENTENCE SURARBITRALE ACCORDANT 6 % AUX OUVRIERS EST RIDICULE; MAIS ELLE N'EST QUE LE RESULTAT DE PLUS D'UN AN DE REGULADES ET DE CAPITULATIONS DES POLITICIENS A LA TÊTE DES SYNDICATS. OUVRONS POUR UN SYNDICAT LIBRE

Ce n'est pas beau à voir, dans les chantiers et ateliers, c'est pour cela que l'on a recommandé aux ouvriers d'être patient et disciplinés, dans l'inaction. Dans l'attente des décisions arbitrales et surarbitrales qui devaient amener la maine d'œuvre à l'ordre, nous tenons à préciser que dans nos appréciations ne permet de supposer que nous tenons les délégués pour responsables de l'évacuation des locaux après 155 jours d'occupation.

Nous persistons néanmoins à considérer comme une attitude humiliante, sinon pour les délégués du moins pour le mouvement ouvrier, et comme un grave danger pour le libre exercice du droit syndical la décision prise par les délégués du personnel « ... de démettre de leur mandat et ne poseraient pas leur candidature pour la nouvelle élection pendant six mois. »

C'est à créer un précédent dangereux qui subordonne la volonté ouvrière aux exigences d'un patronat qui veut reconquérir son droit divin.

Demander au signataire de l'article de bien vouloir leur indiquer des méthodes plus efficaces, c'est l'obliger à rappeler que nous n'avons pas attendu qu'on nous les demande pour les indiquer.

Si parmi les camarades de « La Soie » se trouvent des lecteurs assidus de notre journal ils ont pu constater qu'outre nos appels à la solidarité en faveur de leur mouvement nous insistons sur la nécessité de la généralisation des grèves, dans une corporation donnée, pour l'unité.

évitent cet isolement qui a permis l'échec des employés de « La Soie » luttant contre un patronat organisé qui préfère sacrifier une de ses firmes plutôt que de céder aux justes revendications ouvrières.

Les grands responsables sont, le plus souvent, à tout prix qui entretiennent l'illusion d'une conciliation possible par l'arbitrage dans l'arbitrage ; c'est bien là la neige de la question et nous sommes heureux de nous retrouver sur ce point d'accord avec nos camarades de « La Soie » pour en dénoncer l'iniquité.

N. F.

Dans les Boîtes et sur les Chantiers

CHEZ CITROEN

A l'Outillage Central

Le 4 novembre 1937 eut lieu une réunion de la deuxième section syndicale, en vue de prendre position au sujet de la proposition du syndicat des métaux d'une grève de 24 heures en signe de protestation contre la dernière sécession arbitrale.

Des camarades avaient préalablement demandé que cette décision soit votée à bulletin secret, ce qui ne faisait pas l'affaire de quelques-uns.

Plusieurs intervenants de gens d'avantage politiques ont été évoqués : mais ces derniers étaient disposés à agir pour obtenir les 12 %.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Qu'il soit certain, lui aussi, qu'il y a encore des partisans de l'action directe et de la course à l'échafaud.

A bon entendeur salut.

Elv.

USINE HOLLANDER ET SON CHOISY-LE-ROI

Dans cette usine on débauche, et cependant que certains font 12 heures par jour, l'usine qui emploie, n'en a plus que 60 et une nouvelle débauche de 30 est prévue. Que font donc les délégués ? C'est ça le syndicalisme ?

Comme il est temps que vous réagissiez, avec vos camarades licenciés, en liaison avec eux, préparez-vous à la lutte ; vous avez, dites-vous, marre du syndicat. Non ! C'est la politique qui l'oblige à chasser de notre organisation, ce n'est pas en déchirer vos cartes que vous briserez l'attaque patronale. Voilà où vous conduis la paix.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.

Quant au secrétaire, comptable, pointeur, caissier, employé de bureau, etc., nous l'informons qu'il ferait mieux, quand il se tasse ses permis rue du Dôme, de la fermer.